



RÉPUBLIQUE DU NIGER

PRÉSIDENTE

PROGRAMMES DU MILLENNIUM CHALLENGE

RÉALISATION DES ÉTUDES D'AVANT-PROJET DÉTAILLÉ (APD),
D'IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL (EIES) DES
TRAVAUX POUR LA RÉHABILITATION DU PÉRIMÈTRE IRRIGUÉ
DE KONNI. (TRANCHE FERME)



RAPPORT EIES
VOLUME 03: ANNEXES 02

NOVEMBRE 2018

Le présent document constitue l'un des 6 volumes de l'étude d'impact Environnemental et Social (EIES/PGES) du projet de réhabilitation du périmètre irrigué de Konni

Le volume 01 constitue le document principal : Rapport de l'EIES avec le PGES

Le volume 02 : Comporte les annexes des analyses détaillées faites sur le milieu biologique

Le volume 03 : le présent document : Comporte les annexes des analyses détaillées faites sur la problématique Genre, sur les risques d'exploitation ou de traite des personnes et sur les risques de pertes de biens liées aux travaux. Il comporte aussi en annexe une proposition d'un Plan d'Action sociale.

Le volume 04 : Le Plan d'Engagement des Parties Prenantes (PEPP)

Le volume 05 : Le Plan de gestion des Pestes et Pesticides (PGPP).

Le volume 06 : Le Plan de Gestion Hygiène, Santé & sécurité (PGHSS) avec en annexes les grandes lignes des Plans de gestion des déchets, le Plan de fermeture des sites et le Plan de gestion des sites, carrières et zones de dépôts.

SOMMAIRE

1	<i>La problématique Genre dans la zone du projet</i>	4
1.1	Des femmes et des jeunes sous l'ombre des hommes	4
1.1.1	Un faible accès à la terre des femmes et des jeunes malgré des droits reconnus	5
1.1.2	Les femmes de Konni : une vie conquise par le travail	6
1.1.3	La pauvreté active des femmes	9
1.1.4	Des contraintes multiples pour les femmes et les jeunes	10
1.2	Dynamique organisationnelle et représentativité des femmes et des jeunes	11
1.2.1	Un attelage organisationnel sans dynamisme réel	11
1.2.2	Une faible représentation des femmes et des jeunes dans les instances de décision	12
1.3	La problématique des personnes en situation de handicap	13
1.3.1	Une perception stigmatisante	13
1.3.2	Des métiers pour gagner leur vie	14
1.3.3	Une fédération bien structurée, dynamique mais en déficit de ressources	14
1.3.4	Un appui pour développer des AGR comme principale attente	14
1.3.5	Quelques pratiques en défaveur des femmes	15
1.3.6	Des aspirations, des attentes et des craintes par rapport au projet	16
2	<i>Les Risques d'exploitation ou de traite des personnes liés au projet</i>	18
2.1	Typologie des personnes pouvant tomber dans les circuits de la traite	18
2.1.1	Les femmes et filles victimes d'exploitation économique potentielle sur les sites agricoles ou dans la ville	18
2.1.2	Les hommes et les jeunes victimes d'exploitation économique potentielle sur les sites agricoles ou dans la ville	20
2.1.3	Les indices de risque de Traite de personnes	23
2.1.4	L'emploi des jeunes enfants garçons et adolescents victimes d'exploitation économique dans les restaurants, les maisons domestiques et les périmètres agricoles	24
2.1.4.4.6	Au niveau des producteurs (y compris les présidents et les membres des deux coopératives)	29
2.2	Conclusions du Constat et Recommandations	31
2.2.1	Constats :	31
2.2.2	Recommandations en vue de l'atténuation des risques de traite des personnes	31
3	<i>Les Risques de pertes de Biens ou d'activités liés au Projet</i>	36
3.1	Introduction	36
3.2	Etat de lieu des implications foncières consécutives à la réhabilitation du périmètre	38
3.2.1	les implications foncières de la réhabilitation des pistes d'accès aux barrages de Mozagué et de Zango, aux canaux dégradés	38
3.2.2	Les implications foncières de la réhabilitation du périmètre de Konni	39
3.2.3	Etat de lieu des terres susceptibles d'être mises à la disposition des groupes vulnérables	40
3.2.4	Situation des conflits fonciers autour des barrages et sur le périmètre	40
3.2.5	De la sécurisation foncière du périmètre irrigué	52
3.2.6	Evaluation sommaire des coûts d'indemnisation liés aux travaux	52
4	<i>Plan d'action social</i>	55

1 LA PROBLEMATIQUE GENRE DANS LA ZONE DU PROJET

1.1 Des femmes et des jeunes sous l'ombre des hommes

Lors des focus group, les femmes répondaient de façon systématique qu'elles étaient associées aux décisions au niveau de leur ménage et de la communauté. Mais, dans les discussions, il apparaissait clairement que ce que les femmes appelaient association aux décisions n'est en fait qu'information. Quand les hommes font quelque chose, elles informent les femmes, sans autre forme de participation de ces dernières. Cette inégalité constatée dans la prise de décision peut avoir des conséquences multiples mais très souvent en défaveur des femmes. En effet, si les femmes sont informées par les hommes, ces derniers peuvent donner une partie de l'information ou déformer le message. Sur cette base, elles peuvent donner un avis favorable sur une décision qui ne les arrange mais dont elles ne se rendent compte que tardivement. Une démarche qui assurerait la participation des femmes dans les prises de décisions pourrait consister, pour tous les acteurs de développement, que toutes les composantes des communautés accèdent à l'information en même temps. Ainsi, les hommes comme les femmes, les jeunes hommes comme les jeunes filles, les valides comme les personnes en situation de handicap auront un accès égal à l'information, qu'elle soit économique, politique, sociale, etc. Malgré cette inégalité de taille constatée au niveau de la prise de décision, la femme de Konni joue un rôle important dans la maison et au sein de la communauté.

En effet, elles participent aux travaux champêtres, s'occupent de l'éducation des enfants, font le ménage, ravitaillent la famille en eau, préparent le repas, etc. Elles soutiennent leurs maris jusqu'à prendre le relai de la dépense quotidienne si ces derniers peinent à l'assurer. Elles sont d'une importance capitale socialement. Cependant, elles ne détiennent, ni ne contrôlent les ressources et les facteurs de production. Elles partagent cet état de fait avec les jeunes. En effet, plusieurs exemples peuvent être donnés à ce niveau. Si nous prenons le cas de l'agriculture, les nombreuses données recueillies et exposées plus haut permettent d'établir l'accès difficile et minoritaire des femmes à la terre. Pour les activités comme le commerce et l'élevage, les femmes comme les jeunes hommes et les jeunes filles ont un faible accès aux ressources financières qui constituent la base de l'investissement dans ces deux domaines. Les produits tirés de l'agriculture appartiennent souvent aux maris ou aux parents qui en consomment une partie et transforment le reste en argent. Malgré tous les efforts fournis par les femmes et les jeunes dans les activités agricoles, ils n'enregistrent pas de revenus leur permettant d'investir comme ils l'auraient souhaité dans le commerce et l'élevage du fait de leur faible accès aux ressources financières.

Consécutivement au mode d'accès aux ressources, les femmes surtout n'ont presque pas de contrôle sur ces dernières. Les femmes qui accèdent à la terre par exemple sont nombreuses à bénéficier d'une cession temporaire d'un lopin de terre par un tiers, souvent un homme. A tout moment, ce dernier peut lui retirer le lopin de terre. Donc même si elle y accède, la femme est souvent dans une sorte de sursis, craignant qu'à tout moment, la ressource à laquelle elle a réussi à accéder ne lui soit retirée, parce qu'elle ne la contrôle pas. Il en est de même pour l'accès à l'eau qui demande des investissements à la fois physique et financiers. Pour creuser un puits, la femme a besoin des bras masculins et/ou de l'argent. Or, les ressources financières n'étant pas toujours acquises, le recours aux hommes reste une forme de dépendance qui suspend les femmes à la volonté des hommes. De ce fait, même si elles accèdent à l'eau, beaucoup de femmes ne peuvent pas contrôler cette ressource. En outre, pour ce qui est des ressources financières, c'est d'abord un problème d'accès qui se pose. Si une femme n'accède pas à la terre ou aux animaux, il sera difficile pour elle de s'appuyer sur ces facteurs de production pour avoir des revenus. En définitive, non seulement la majorité des femmes et des jeunes n'ont pas accès aux ressources, mais ceux d'entre eux qui ont réussi à y accéder ne les contrôlent pas. Ce qui ne peut que renforcer les inégalités si la tendance n'est pas renversée.

A Konni, les jeunes, du fait de leur vigueur et de leur force physique, sont des maillons essentiels dans la production agricole. Ils sont des bras valides au service de leurs parents pour l'essentiel. Malgré leur important rôle reconnu par tous, ils ont des difficultés à accéder à la terre et à s'autonomiser financièrement. Une fois mariés, les jeunes hommes entrent dans une autre phase où ils accèdent à un champ et commencent à travailler pour eux-mêmes et à subvenir aux besoins de leur famille.

Si de façon évidente les femmes et les jeunes sont des maillons importants du tissu social et du dispositif économique de Konni, ils sont obstrués par les hommes qui s'accaparent des ressources existantes et des fruits de leur travail. En dernier ressort, la part qui leur revient est peu significative.

1.1.1 Un faible accès à la terre des femmes et des jeunes malgré des droits reconnus

Les modes d'accès au foncier sont l'héritage, la location, l'achat, le gage, le prêt et le don. L'héritage reste aujourd'hui le principal mode d'accès au foncier. Initialement, l'accès au patrimoine foncier de la famille se règle en primogéniture patrilinéaire pour ce qui concerne les droits de gestion et aussi selon l'appartenance à la famille patrilinéaire pour les droits d'exploitation. Le développement de l'Islam et du droit musulman a introduit l'héritage en filiation (de père en fils) et l'accès des femmes aux droits de gestion – 2 parts pour les fils, 1 part pour les filles.

Dans un contexte d'accroissement démographique et où le défrichement n'est plus possible, l'héritage en filiation pour les fils et les filles conduit au fractionnement des patrimoines familiaux. La taille des parcelles se réduisant de génération en génération, d'autres modes d'accès ont fait leur apparition dans le canton de Konni : l'achat et la location.

D'autres modes d'accès au foncier existent. Il s'agit du gage, du prêt, du don. Un autre mode d'accès au foncier concerne les femmes et les jeunes. C'est le système des petits champs ou champs du vendredi appelés localement « Gamana ». Malheureusement, avec la forte pression démographique et la dégradation des conditions économiques perçue par les chefs d'exploitation, cette pratique n'est plus répandue. Quelques rares cas ont été mentionnés à Dibissou, Guidan Godia et Tabani par les jeunes.

Concernant les jeunes hommes, ils n'accèdent à la terre qu'une fois mariés. Ils aident leur père dans les différents travaux champêtres (cultures pluviales ou irriguées) et autres tâches artisanales réservées aux hommes. C'est uniquement lorsqu'ils se marient ou quittent la famille que leur père leur donne leur part d'héritage, marquant ainsi leur autonomie. En dehors de l'héritage, les principaux modes d'accès des jeunes au foncier dans la zone d'étude, demeurent l'achat et la location. L'accès à la terre hors du périmètre est cependant moins problématique qu'à l'intérieur de ce dernier du fait qu'il y ait moins d'enjeux. D'ailleurs, la plupart des femmes qui disent avoir un champ l'ont en dehors du périmètre. Les enjeux dans le périmètre sont que les luttes pour se positionner sont assez âpres et demandent de la présence et des moyens. Or ces derniers sont contrôlés par les hommes.

L'accès des femmes est un droit reconnu par la communauté, notamment à travers les règles d'héritage de l'Islam qui offre à l'homme deux parts et à la femme une part. Cependant, cette règle n'est pas toujours appliquée. Du fait que ce sont les hommes (le chef de ménage et ses fils) qui s'occupent des champs, ils semblent s'accaparer des terres. Le rôle social de la femme étant de s'occuper des travaux domestiques, des travaux post-récolte mais aussi d'aider dans les champs ou de s'occuper de petites parcelles, de s'occuper des petits ruminants. Si les femmes âgées sortent le plus souvent des concessions pour passer beaucoup de temps dans les champs ou dans la brousse, les jeunes femmes quant à elles sont confinées aux tâches domestiques notamment la cuisine, le ménage, le puisage d'eau, etc.

Beaucoup de femmes qui ont hérité de terres de leurs pères ou maris ont fini par les céder à leurs fils, leurs frères ou à leurs maris. Certaines les vendent ou les louent pour récupérer des revenus qui seront ensuite injectés dans les besoins familiaux. Par ailleurs, le rapport sur le foncier a conclu que « *la plupart des femmes rencontrées qui pratiquent la culture pluviale ou irriguée sont des femmes d'une cinquantaine d'années qui sont socialement considérées comme des hommes (car elles ne peuvent plus avoir d'enfants), des femmes chefs de ménage, des veuves, des divorcées ou des célibataires qui*

ont l'obligation de se prendre en charge ». Une conclusion que nous partageons largement car correspondant à ce que nous avons observé sur le terrain. D'ailleurs, quand tu demandes à rencontrer les femmes, ce sont celles qui sont dans cette tranche d'âge qui se présentent. Pour rencontrer les plus petites, il faudra en faire la précision.

Pour ce qui est de l'accès des femmes au périmètre irrigué de Konni, il faut dire qu'elles ont accès à la terre, du moins théoriquement. Dans la pratique, les réalités peuvent être différentes. En effet, dans certains villages comme Dibissou, Thiérassa et les quartiers de Konni, elles ne peuvent pas hériter des parcelles du périmètre bien que la religion islamique leur donne ce droit et qu'il est reconnu par tous. Elles ne peuvent accéder que par l'achat et la location qui sont des modes d'accès interdits par la réglementation du périmètre. Même lorsqu'elles y accèdent, l'exploitation des parcelles est sous-traitée par les hommes car le travail des femmes aux champs remet en cause la division sexuée du travail. Elles se contentent généralement de travailler dans des champs hors du périmètre.

Dans les villages dont les terres n'ont pas été aménagées par le périmètre lors de sa construction (Botoro, Tabani), les femmes sont systématiquement exclues de l'héritage des parcelles aménagées. Elles semblent accepter cette situation : le périmètre n'occupant pas les terres héritées de leurs ancêtres, le régime foncier des parcelles irriguées est, à leurs yeux, différent.

Le non-respect des règles de gestion du périmètre a en partie favorisé l'accès des femmes au foncier irrigué à travers l'achat (9%), la location et le don. Sur l'ensemble du périmètre, 6,95% des exploitants non détenteurs sont des femmes.

1.1.2 Les femmes de Konni : une vie conquise par le travail

Le calendrier saisonnier montre que les travaux champêtres, s'ils concernent les cultures hivernales et de contre saison occupent 75% du temps des femmes. Elles ne se reposent des travaux champêtres que la période située entre les mois de février et de mai. Mais si elles ne se rendent pas aux champs, les femmes continuent à aller ramasser du bois ou de la paille en brousse. Dans tous les cas, elles sont toujours d'attaque, prêtes à affronter un environnement parfois hostile et souvent difficile pour se rendre utiles voire nécessaires dans les champs ou dans la brousse, s'activant pleinement pour que le ménage puisse se soulager au maximum.

Cette énorme activité des femmes est encore plus perceptible au regard des activités journalières des femmes. En effet, les entretiens réalisés sur le terrain montrent que les femmes ont une journée qui commence à 5h du matin pour certaines et à 6h pour la plupart. Elle commence par la prière qui est la première activité quotidienne. Les femmes passent ensuite entre 2h et 3h de temps à s'occuper de leur maison à travers des tâches ménagères et, à l'occasion, la préparation du petit déjeuner. Elles se rendent ensuite aux champs vers 8h ou 9h pour n'en revenir que vers 13h pour certaines et 16h pour celles qui s'attardent le plus. De retour à la maison, elles s'activent dans la préparation du repas du soir qui se trouve être le plus important dans cette localité. Le repas est servi vers 20h. Ce qui donne juste le temps aux femmes de se reposer un peu, discuter en famille avant d'aller se coucher vers 21 pour l'essentiel et 22h pour certaines d'entre elles.

Le calendrier saisonnier des femmes, couplé à l'emploi du temps journalier de ces dernières confirment la thèse d'une vie conquise par le travail. Entre les travaux champêtres, les marchés, les travaux ménagers, les femmes rurales de Konni ne trouvent pas le temps de penser au loisir. L'évocation de la question de loisirs après le travail suscite chez elles un amusement qui en dit long sur leur état d'esprit tourné beaucoup plus vers l'urgence du lendemain qu'à observer des moments de plaisir entre femmes. Elles semblent laisser ce privilège aux adolescentes en attendant que le mariage prochain ne les sorte de leur insouciance. Par ailleurs, l'hyper occupation des femmes pourrait avoir comme conséquence le manque de temps pour s'adonner à des activités de renforcement de capacités comme les formations thématiques ou les séances d'alphabétisation ou encore travailler dans le cadre du projet. Des activités structurantes qui vont, d'une manière ou d'une autre améliorer leurs capacités intellectuelles et techniques et les aider à prétendre participer activement aux projets de développement qui interviennent dans leur terroir. Car, il faut le dire, dans la politique du projet, les femmes ont leur place

dans l'attelage. Des microprojets seront financés en faveur des femmes dont la disponibilité va beaucoup compter pour la mise en œuvre et la réussite de ces projets.

Dans le travail, même si toutes les femmes participent globalement aux travaux champêtres, les plus jeunes appelées « *Chacala* » sont plus enclines à préparer les repas au niveau des concessions. Même si on ne peut pas conclure une certaine hiérarchisation des femmes en fonction de leur âge, on peut au moins affirmer une certaine division du travail liée au fait que la femme soit une « *Chacala* » ou une « *Massalata* ». Malgré une très grande présence des femmes dans les travaux champêtres, certaines d'entre elles ne sont pas concernées du fait qu'elles ne sont pas autorisées à sortir de la concession à cause de la pratique de claustration.

Tableau 1 : Tableau des activités

Hommes	Femmes	Jeunes hommes	Jeunes filles
-Travaux champêtres (labourage, récolte) -Elevage extensif -Commerce (produits agricoles, produits manufacturés, aliments de toutes sortes) -Boucherie	-Travaux champêtres (semis, arrosage, battage, récolte) -Soins aux enfants et aux personnes âgées -Elevage (alimentation des petits ruminants) -Ramassage de bois -Petit commerce -Transformation des produits (agricoles et ceux tirés de l'élevage)	-Travaux champêtres (labourage, récolte) -Commerce -Mécanique -Informatique -Artisanat (tailleurs, peintres, menuisiers) -Transport (chauffeurs, conducteurs de « cabou cabou ») -Construction (maçons) -Boucherie	-Puisage d'eau -Préparation des repas -Soins aux enfants et aux personnes âgées -Tricotage

Si nous analysons le tableau des activités, on voit une certaine différence entre les hommes et les femmes. La liste de tâches de ces dernières est tellement longue que ça leur prend toute la journée. En dehors du fait qu'elles participent aux travaux champêtres, les femmes continuent à travailler une fois de retour au ménage, jusqu'au soir. Entre prendre soin des enfants et des veilles personnes, faire manger les petits ruminants, transformer les produits agricoles ou s'adonner au petit commerce, la vie des femmes de Konni est rythmée par le travail avec des activités très variées. En comparaison avec les jeunes filles, on peut remarquer qu'à l'exception du puisage d'eau, les jeunes filles ont des activités qui les confinent dans les maisons, notamment la préparation du repas. En l'absence des « *Massalata* », les « *Chacalas* » s'occupent aussi des personnes âgées et des enfants.

Chez les hommes, l'activité dominante est l'agriculture qui focalise l'essentiel de leurs préoccupations. On retrouve aussi les hommes dans les activités de commerce. Comparés aux hommes, les jeunes hommes tiennent l'économie informelle. Ce sont eux qui font les métiers de mécaniciens, de menuisiers, de chauffeurs, de conducteurs de « cabou cabou », de maçons, de tailleurs, etc. ils sont aussi très actifs dans les métiers issus des nouvelles technologies (informatique, téléphonie, etc.).

Dans la perspective du projet, il est important de prendre en compte la spécificité des « *Chacala* ». Si pour les hommes, les femmes et les jeunes hommes on peut trouver des champs d'application de leurs activités qui peuvent être ramenés à l'économie de façon générale, les activités des jeunes filles se passent à l'intérieur des maisons. Leur participation à la vie communautaire n'est pas très visible et elles constituent une part importante de la population féminine. Il est donc impératif de prendre en considération ce fait et de formuler des projets qui puissent viser les jeunes femmes principalement. Car, si on n'y prend pas garde, les projets formulés à l'intention des femmes risquent de tomber entre les mains des grandes femmes et les filles seront les laissées pour compte. Ce qui occasionnera une

nouvelle forme d'inégalité à l'intérieur d'un même sexe, où les plus âgées risquent d'être les seules à capter les opportunités et les ressources au détriment des plus jeunes.

Par ailleurs, les hommes comme les femmes participent aux activités communautaires comme les mariages, baptêmes, funérailles, chants religieux, etc. Elles assurent l'accueil des invités, font la préparation des repas, l'approvisionnement en eau. Les hommes célèbrent le mariage religieux, baptisent les bébés, enterrent les morts et chantent dans les cérémonies religieuses. Mais il apparaît dans les discussions avec les femmes que leur participation au niveau de la communauté a un coût. En effet, plusieurs groupements féminins font des cotisations hebdomadaires ou mensuelles dont la finalité première est de constituer des réserves pour appuyer les membres du groupement qui ont des cérémonies familiales. Ainsi, l'argent collecté sert plus à cet appui qu'à mener des activités génératrices de revenus. Les pressions sociales les y obligent et, en même temps, elles accentuent leur position de vulnérabilité. Ainsi, les femmes sont parfois dans des conditions où elles ne peuvent plus honorer leurs engagements parce qu'étranglées par des crédits qu'elles ont du mal à payer. Sans revenus fixes, sans accès ni contrôle des ressources, les pressions sociales viennent envenimer une situation des femmes déjà précaire.

Globalement, les femmes ont une bonne expérience de travail. Elles sont aussi expertes que les hommes dans les questions agricoles. Cependant, malgré tous les efforts fournis, elles continuent à jouer les seconds rôles dès l'instant qu'il s'agit de tirer les bénéfices de leur investissement dans l'agriculture. En effet, et comme on l'a démontré plus haut, non seulement peu d'entre elles sont détentrices et exploitantes, mais aussi qu'elles ne tirent que peu de leur investissement dans les campagnes agricoles, du moins, le fruit de leur labeur se limite à récolter et à consommer la récolte au niveau du ménage. La plupart d'entre les femmes occupent leurs journées à travailler pour leurs maris ou parents et se contentent de contempler un grenier dont le contenu ne suffit plus pour nourrir toute la famille.

Par ailleurs, du fait de son activité journalière bien remplie pouvant s'étaler sur seize tours d'horloge, la femme de Konni, notamment celle rurale, trouve peu de temps pour s'occuper de ses activités dans les groupements, pour apprendre à lire et à écrire, pour s'occuper et pérenniser son petit commerce, pour se projeter même dans l'avenir. Sa prospective se limite aux urgences qu'il faut régler dans les meilleurs délais. Cet état de fait va même gangréner la dynamique organisationnelle.

Les facteurs d'influence

Malgré la situation décrite plus haut, les choses se sont plus ou moins améliorées pour les femmes de Konni au fil du temps, même si les écarts entre les hommes et les femmes restent encore très larges. Les nombreuses organisations non gouvernementales qui se sont installées dans le but d'éradiquer la pauvreté commencent de plus en plus à avoir des programmes sensibles au genre. Il en est de même pour les projets et programmes de développement qui mettent un accent particulier sur le genre permettant ainsi d'identifier les écarts et de les réduire au maximum avec comme objectif de les éliminer complètement. Ainsi, l'Union Européenne, l'UNFPA, l'UNICEF, le PNUD, la Banque mondiale, le MCC proposent des approches qui ne permettent pas de mettre en œuvre leurs financements sans le respect de l'approche genre. Cette démarche a beaucoup influé, positivement, sur les conditions des couches dites vulnérables.

Sur le plan politique, une analyse des différentes sphères de décision politique et administrative du Niger fait ressortir une double disparité entre hommes-femmes : une disparité dans l'accès à la décision se caractérisant par un écart numérique parfois important au détriment des femmes dans toutes les structures et une disparité de position des hommes et des femmes dans toutes les décisions. Plus on avance dans les échelles supérieures de participation que sont le pouvoir de négocier, défendre son point de vue et contrôler la décision, plus l'écart se creuse entre les hommes et les femmes. Dans l'objectif de résoudre toutes ces disparités et pour se conformer à plusieurs résolutions et recommandations prises lors des conférences internationales, régionales et sous régionales pour

favoriser l'égalité de sexes dans les droits, les ressources et la participation au processus de développement, le gouvernement du Niger s'est engagé. Il a adhéré à des résolutions telles que :

- La conférence sur la population et le développement au Caire en 1994 ;
- Le Sommet Mondial sur le développement social à Copenhague en 115 ;
- La quatrième Conférence Mondiale sur les femmes à Beijing en 1995

Le Niger a aussi ratifié en 1999, la convention contre toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) avec des réserves formulées sur des articles portant sur le mariage, l'éducation familiale, la succession et la modification des modèles socioculturels discriminatoires. A ces engagements pris, se sont ajoutés de nouveaux défis dont ceux du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD), des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), et la stratégie de réduction de la pauvreté (SRP).

Toutes ces initiatives, qu'elles proviennent des pouvoirs publics, des institutions internationales ou de la société civile, constituent des facteurs d'influence qui peuvent permettre d'espérer des lendemains meilleurs. Ces institutions prises isolément ou en symbiose vont agir dans le sens d'opérer des changements positifs et enrayer progressivement les différentes formes de discriminations qui minent l'accès des couches vulnérables aux ressources et à leur contrôle. Cependant, les changements escomptés dans le domaine du genre doivent s'accompagner d'une bonne dose de sensibilisation, de plaidoyer, de communication auprès des communautés visées afin que les acquis, quels qu'ils soient, puissent être conservés, mais aussi compris et acceptés.

1.1.3 La pauvreté active des femmes

Malgré la difficulté des conditions de vie des femmes, elles s'activent dans des activités économiques pouvant leur permettre de mieux vivre leur pauvreté. La principale activité à laquelle s'adonnent est l'agriculture. Cependant, dans la réalité, les femmes travaillent tous les jours, pendant les campagnes, pendant de longues heures, dans les champs de leurs maris, frères ou parents au niveau du périmètre. Elles ont cependant des champs hors périmètre. Détentrices ou pas, les femmes de Konni travaillent au niveau du périmètre, souvent comme aide à leurs maris, parfois à leur propre compte. Dans le premier cas, elles ne tirent des récoltes que les graines qui vont permettre de faire vivre la famille. Dans le second, les récoltes pourront servir, au-delà de la contribution au grenier de la concession, à alimenter les activités de commerce, avec ou sans transformation.

Les femmes ont accès à la terre plus généralement par l'héritage. Le décès d'un mari ou d'un père fait partie des occasions les plus récurrentes qui garantissent à la femme l'accès à la terre. Certaines femmes détentrices n'exploitent pas directement les terres mais en laissent l'opportunité à leurs enfants ou parents proches. Les femmes de Konni sont généralement de véritables agriculteurs pouvant gérer, à elles seules, tout le processus de production agricole, allant de la préparation des champs jusqu'à la récolte. Cependant, l'agriculture n'est pas la seule activité que mènent les femmes de Konni. Elles s'activent aussi dans l'élevage et le petit commerce.

L'élevage est l'activité économique que les femmes considèrent comme étant celle qui, à coup sûr, rapporte des gains intéressants. Elles sont unanimes à considérer l'élevage comme le second levier sur lequel elles pourront s'appuyer pour améliorer leurs conditions de vie. Cependant, l'élevage nécessite l'acquisition de têtes de bétail et donc des moyens financiers. Or, les femmes sont assez démunies et ne sont pas toujours en mesure d'épargner pour investir dans le secteur de l'élevage. Certaines femmes ont affirmé bénéficier de l'appui de la mutuelle Yarda qui leur financer l'achat de moutons à emboucher et à revendre sur le marché. Quoique les résultats de l'expérience aient été positifs, ils souffrent de deux problèmes principalement : peu de femmes ont eu à bénéficier de cet appui et celles qui en ont bénéficié n'ont pas réussi à la pérenniser par manque de moyens. Les moutons revendus, les femmes bénéficiaires remboursent leurs prêts et s'empressent d'injecter les bénéfices dans les urgences qui n'attendent pas.

Concernant le petit commerce, il ne rapporte pas beaucoup d'argent. Les femmes de Konni font des galettes qu'elles revendent au niveau des villages et des quartiers. Certaines d'entre elles transforment

des produits agricoles pour les revendre dans les marchés du village et les marchés de d'Illéla, Guidan Hilder, Malbaza, Tsarnaoua, Dossey, Konni. D'autres produits comme les nattes tressées, les produits maraichers et ceux tirés de l'élevage, la pâte d'arachide, l'huile d'arachide sont aussi écoulés sur ces marchés. Le commerce est une activité prisée par les femmes. Mais ces dernières se heurtent à des difficultés de financement, de transport et d'écoulement même de certains produits. Des femmes ont avoué que certains produits maraîchers n'étaient plus produits (tomates par exemple) du fait qu'ils pourrissent rapidement faute de marchés où les écouler.

Que ce soit l'agriculture, l'élevage ou le commerce, les femmes de Konni s'activent pleinement. Leur activité ressemble plus à un mouvement circulaire dans la pauvreté qu'à des pas pour s'en extirper. L'étroitesse des moyens et la difficulté de l'environnement économique font que les femmes, malgré tous leurs efforts, continuent à se mouvoir dans la pauvreté, mais une pauvreté active. Leur accès limité à certaines ressources ne leur confère pas la possibilité de voir leur investissement auréolé de gains et déboucher sur une activité génératrice de revenus pérenne. C'est souvent la course à la survie où chaque opportunité est saisie pour se soulager et régler les problèmes du moment.

1.1.4 Des contraintes multiples pour les femmes et les jeunes

Les conditions de vie difficile de la plupart des femmes et jeunes de Konni sont démontrées dans les lignes ci-avant. Il convient cependant de revenir sur certaines d'entre elles qui nous paraissent des plus significatives.

- La pénibilité des travaux : dans les champs comme dans les concessions, les femmes de Konni se plaignent de la difficulté des tâches qu'elles réalisent quotidiennement. Entre les travaux champêtres, le pilage, le battage du mil, le puisage d'eau, le ramassage de bois, les femmes se plaignent de la pénibilité de leurs tâches. 93% des villages visités n'ont pas de moulins à mil ce qui contraint les femmes à piler le mil de façon traditionnelle.
- Le difficile accès à l'eau : Il y a un réel accès à l'eau potable dans les villages qui ont été visités mis à part celui de Mai Gozo qui a bénéficié d'une borne fontaine depuis le mois de mars 2017. Pour les autres villages, les femmes sont obligées de faire des kilomètres pour avoir accès à l'eau, parfois jusqu'à la frontière entre le Niger et le Nigéria, tard dans la nuit. Les puits existants ne suffisent pas à alimenter les besoins des populations s'ils ne sont pas fonctionnels.
- Le manque de revenus : Pour prospérer, les femmes ont besoin de mener des activités pouvant générer des revenus et sur une longue période. Or, comme nous l'avons soulevé plus haut, les activités agricoles ne leur permettent pas de tirer des revenus de cette activité. Les expériences menées par les femmes dans les activités d'embouche et de petit commerce sont positives, mais ne sont pas pérennes. Les bénéfices tirés de ces activités sont directement réinjectés dans la famille, ce qui disqualifie la possibilité de recommencer l'activité d'embouche ou de commerce.
- Le manque d'instruction et de qualification : les femmes rencontrées sont pour la plupart analphabètes. Celles qui ont fait l'école n'ont pas réussi à aller au-delà du cycle primaire, stoppées par un mariage intervenu très tôt, au milieu de l'adolescence. Les femmes rurales ne sont pas qualifiées pour exercer des métiers ou diriger des groupements selon les normes. Elles manifestent ainsi de nombreuses carences qui, en soi, sont des limites certaines à leur émancipation et à la bonne gestion des activités qu'elles veulent mener.
- Le chômage des jeunes : peu de débouchés s'offrent aux jeunes de Konni. A part le fait d'aller aux champs (d'habitude ceux de leurs parents) ou conduire des taxi-motos appelés « Caboucabou », les jeunes de Konni et des villages aux alentours du périmètre sont majoritairement au chômage.
- L'absence de financement : certains jeunes qualifiés et d'autres qui sont porteurs de projets se heurtent à la problématique du financement de leurs activités. N'ayant pas de garanties pour les structures financières, peu organisés et encadrés, ils sont nombreux les jeunes de Konni à se résigner à entreprendre faute de moyens financiers ou à opter pour l'exode vers des horizons supposés prometteurs.

- L'exode rural : Selon notre enquête, 3 à 4 jeunes sur 10 quittent Konni et les villages environnants pour se rendre dans différentes contrées. Les destinations les plus prisées sont Niamey, Tahoua mais aussi les autres pays que sont la Côte d'Ivoire, le Nigéria, la Lybie, le Bénin, le Ghana et le Sénégal.
- La délinquance juvénile : Konni est une ville frontalière qui se trouve à 7 km du Nigéria. Les jeunes qui y habitent sont majoritairement sous le poids du chômage, ce qui les pousse à la délinquance : vol, agressions, drogue. Le phénomène est tellement grave qu'il s'étend même à des enfants mineurs. Selon le régisseur de la prison de Konni, parmi les détenus, il y a 7 mineurs, tous écroués pour vol.

1.2 Dynamique organisationnelle et représentativité des femmes et des jeunes

1.2.1 Un attelage organisationnel sans dynamisme réel

La collecte de données à travers des sources différentes (enquêtes de terrain et services techniques) a permis de dénombrer 84 groupements de promotions féminines (GPF) dans les villages et quartiers polarisés par le périmètre de Konni. Plus de 60% de ces groupements se trouvent dans les quartiers de Konni notamment à Sabon Gari. Les 40% restants sont des groupements se trouvant dans les 12 autres villages. Le plus petit groupement, en termes de nombre, compte 07 membres, tandis que le plus fourni en compte 116. L'absence d'informations au sein même de ces groupements ne permet pas de savoir comment ces derniers ont évolué depuis leur mise en place. Certains groupements ont une existence de plus de 26 ans. Cependant, peu d'entre ces groupements fonctionnent correctement. Un recensement du service de développement social du département de Konni établit à 9,5% le taux de groupements fonctionnels. Il n'est pas rare de voir des membres d'un même groupement oublier jusqu'au nom de l'entité à laquelle elles disent appartenir.

En outre, les entretiens réalisés avec les groupements de femmes font ressortir l'existence d'un attelage organisationnel mais qui ne fonctionne pas vraiment. Les seules activités qui sont initiées dans les groupements sont des tontines sous forme de cotisations hebdomadaires allant de 250 F CFA par membre et par semaine à 500 F CFA. Contrairement à ce qu'on pourrait penser, cet argent ne sert pas à financer des activités génératrices de revenus dans 87% des cas. Il est surtout destiné à soutenir les membres du groupement en cas d'événements heureux ou malheureux (baptême, mariage, décès).

Les GPF sont informels dans leur majorité, sans agrément ni papier administratif prouvant leur existence et leur ouvrant ainsi la possibilité de nouer des partenariats avec d'autres organisations. Certains d'entre eux ont eu à bénéficier de l'encadrement de l'ONG Care alors qu'elle exerçait encore dans la zone. Ils ont vu leurs activités dégringoler et leur dynamisme s'estomper depuis que Care s'est retirée. D'autres comme Taïmoko ont aussi eu à former les femmes de Konni en embouche de petits ruminants. Malgré tous ces efforts, il reste encore beaucoup de choses à faire. Il s'y ajoute que le niveau d'instruction assez bas des femmes surtout celles rurales constitue un handicap de taille. Car, la gestion d'une structure, aussi petite soit-elle, nécessite un minimum de compétences qui s'acquiert par la formation. Elle nécessite aussi des notions en lecture et écriture dans une langue officielle ou locale permettant de noter et de partager ce qui doit l'être. Cependant, les GPF rencontrés ont d'énormes problèmes à ce niveau.

Le manque de formalisme des GPF introduit une difficulté supplémentaire mais très importante. Il s'agit de l'accès au financement. 93% des GPF rencontrés n'ont pas de compte bancaire, ni dans une mutuelle, ni dans une banque. Cette absence de formalisme est un frein au financement. Ce dernier est nécessaire pour initier des activités génératrices de revenus. Or, les petites cotisations des membres des GPF ne permettent en aucun cas de financer des AGR. De même, les projets qui accordent un financement demandent une contrepartie que les femmes ne sont pas certaines de pouvoir mobiliser, n'ayant ni les moyens financiers, ni les aptitudes qui leur permettraient d'utiliser des

voies et moyens pour y arriver. Par conséquent, l'accès au financement reste une problématique entière.

Globalement, l'absence de dynamisme des GPF est moins liée à leur détermination à utiliser ces entités pour changer leurs conditions de vie qu'aux carences en compétences et contraintes financières. Plus de formation et un accès aux ressources financières pourraient aider, de façon significative, à redynamiser les GPF.

Le syndrome qui affecte les femmes est celui-là qui étouffe les jeunes à Konni. Il faut dire d'emblée que le dynamisme des femmes pour mettre en place des structures est largement plus développé que celui des jeunes. A Konni ville par exemple, il y a dans chaque quartier un bureau des jeunes (bureau mixte) qui ne se réunit qu'occasionnellement et ne fonctionne presque pas. La fédération départementale des jeunes (organisation mixte) mise en place reste peu structurée pour prétendre à des financements.

En milieu rural, les jeunes de Botoro et de Boulké ont mis en place, chacun en ce qui le concerne, un groupement dont l'objectif est de préparer les campagnes agricoles en faisant des prêts auprès de la mutuelle Yarda. Les villages de Dibissou, Kirba et Guidan godian abritent aussi, chacun, un groupement de jeunes. Mais ces groupements, à l'image de ceux de Botoro et Boulké, ne fonctionnent que lors d'événements sociaux, pour faire cotiser ses membres afin d'appuyer financièrement leur camarade qui se marie, baptise ou éploré par un deuil.

Globalement, les jeunes de Konni sont peu organisés et les structures qui sont mises en place ne sont pas aussi dynamiques que souhaité. Malgré leur nombre très important, à part la participation aux campagnes agricoles où ils aident leurs parents aux champs pour la plupart, les jeunes n'ont pas d'autres activités après les champs. Et, dans la réalité, l'absence de dynamisme ou même de structures organisées en dit long sur la léthargie subie des jeunes de Konni. Une situation qui a poussé à l'exode beaucoup de jeunes.

1.2.2 Une faible représentation des femmes et des jeunes dans les instances de décision

Sur les 22 conseillers au niveau de la commune de Konni, on comptait trois femmes avant que l'une ne décède. Le ratio de femmes dans le conseil communal est de 9,25%, très loin des 25% de femmes que les autorités du Niger comptent accorder aux femmes.

Dans les organisations des producteurs, sur les 34 GMP existants, un seul compte une femme dans ses instances de décision soit 2,9%. Il s'agit du GMP 2 de la Coopérative Konni 2. La femme en question n'est même pas dans le bureau. Elle occupe un poste de commissaire au compte.

Tableau 2 : Evolution du nombre d'exploitantes femmes dans le périmètre de Konni

Coopératives	Année 2016				Année 2017			
	Nombre total	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	% de femmes	Nombre total	Nombre d'hommes	Nombre de femmes	% de femmes
Konni 1	1652	1618	34	2,05%	1693	1638	55	3,24%
Konni 2	2042	1974	68	3,33%	1840	1943	103	5,59%

Source : Notre enquête

Entre 2016 et 2017, le taux de femmes exploitantes a augmenté aussi bien à Konni 1 (de 2,05% à 3,24%) qu'à Konni 2 (de 3,2% à 5,59%). Ce qui est certes une avancée, mais dont l'impact est encore peu significatif, vu les objectifs de 25% de représentation des femmes dans tous les domaines visés par les autorités nigériennes.

Mais cette tendance globale cache certaines spécificités. En effet, dans certains GMP, on ne compte aucune femme. C'est le cas pour 05 GMP dans Konni 1 et 04 GMP pour Konni 2. Les GMP qui ont moins de 05 exploitantes représentent 66,6% des GMP à Konni 1 et 57,89% de ces derniers à Konni2.

Au niveau des coopératives, les jeunes sont sous-représentés dans les instances de décisions. A Konni1 ; il n'y a qu'un seul jeune qui occupe le poste de trésorier adjoint. A Konni 2, le trésorier et son adjoint sont des jeunes.

La faible représentativité des femmes et des jeunes dans les instances de décision dans le périmètre de Konni est aussi une suite logique du faible accès à la terre de ces deux catégories d'acteurs. Les instances en question sont des espaces d'échanges et de prise de décisions où participent détenteurs et exploitants. Or, les femmes et les jeunes détenteurs et exploitants ne sont pas nombreux. Il est donc logique qu'ils soient faiblement représentés dans ces instances. Un impair qu'il est possible de corriger en démontrant aux jeunes et aux femmes qu'en étant au cœur des instances de décision, on a la chance d'inverser les tendances, progressivement. Les limites liées à l'analphabétisme et à la culture locale devront cependant être surmontées avant d'en arriver à ce stade.

1.3 La problématique des personnes en situation de handicap

Pour collecter des informations sur les personnes en situation d'handicap, nous avons réalisé des entretiens et un focus group avec eux. Les questions sur la perception que les gens ont des personnes en situation de handicap, la situation socioéconomique de ces dernières, leur structuration, l'appui et l'encadrement dont elles ont bénéficié ainsi que leurs attentes par rapport au projet de réhabilitation du périmètre de Konni ont été abordés durant les entretiens et le focus-group.

1.3.1 Une perception stigmatisante

Concernant la perception, les handicapés regrettent une sorte de stigmatisation avancée qui se manifeste jusqu'à l'appellation par laquelle les populations désignent les personnes en situation de handicap : « *Nakassassou* ». Ce terme haoussa signifie « inutile ». Une appellation stigmatisant les personnes en situation de handicap qui, non seulement augmente leur situation de vulnérabilité, met aussi et surtout trace une ligne de démarcation entre les « personnes normales » et celles en situation d'handicap. Une femme fait remarquer « *une fois, ma fille de 12 ans après avoir écouté une émission à la radio où on utilisait le terme Nakassassou* » me demanda si vraiment nous étions des personnes inutiles à la société. Cette remarque m'a énormément touché et, heureusement, je suis partie de mon expérience et tout ce que je parvenais à réaliser pour elle et ses frères et sœurs pour lui expliquer que c'était juste de la stigmatisation mais aussi une profonde méconnaissance des personnes en situation d'handicap que l'opinion traite ainsi ». Cette façon de voir et de regarder les personnes en situation d'handicap contribue davantage à les marginaliser. Au terme Nakassassou, les personnes en situation de handicap préféreraient qu'on utilise celui de « Massurawni » qui décrit mieux et plus correctement leur situation.

Par ailleurs, malgré le fait que certaines personnes en situation de handicap en situation d'handicap travaillent et gagnent leur vie décemment, plusieurs autres sont obligées de mendier pour pouvoir s'en sortir. Cette situation les expose davantage à une vulnérabilité de plus en plus accentuée. Pourtant, la mendicité n'est perçue par les personnes en situation de handicap que comme un moyen transitoire pour nourrir leurs familles mais aussi faire des économies pour financer leurs projets. Plusieurs participants au focus group ont affirmé avoir démarré leur business à partir de l'argent tiré de la mendicité. Depuis lors, ils se sont retirés de la rue et continuent à gagner leur vie correctement. Ce qui confirme la thèse que la mendicité des personnes en situation de handicap est une solution transitoire mais que les aspirations des concernés sont autres. Elles épousent les contours d'un projet individuel ou collectif qui puissent permettre aux personnes en situation de handicap de subvenir à leurs besoins en gagnant honnêtement leur vie.

1.3.2 Des métiers pour gagner leur vie

Les personnes en situation de handicap exercent divers métiers. Certaines d'entre elles avaient déjà démarré ces métiers avant que ne survienne l'accident ayant causé leur situation d'handicap. Celles qui sont nées avec un handicap se sont adaptées et épousé des métiers à leur convenance. Ainsi, les personnes en situation de handicap à Konni sont des cordonniers, des soudeurs, des vulgarisateurs, des tailleurs, des bouchers, des tapissiers, des commerçants ambulants, des enseignants, des infirmiers, des administrateurs, des tresseuses, des couturières, des tresseuses de nattes. Cependant, la majorité des personnes en situation de handicap vit de mendicité, quoique cette dernière constitue, pour certains, un tremplin pour prospérer dans une autre activité génératrice de revenus.

Conscientes de leur situation difficile et déterminées à trouver les voies et moyens de sortir de cette dernière, les personnes en situation de handicap du département de Konni ont mis en place une structure qui puisse prendre en charge l'ensemble des besoins de ses membres. C'est ainsi qu'est née, en 1997, la fédération départementale des handicapés de Konni.

1.3.3 Une fédération bien structurée, dynamique mais en déficit de ressources

La fédération départementale des handicapés de Konni regroupe quatre associations :

- Association des lépreux (40 membres)
- Association des mal voyants (40 membres)
- Association des handicapés locomoteurs (121 membres)
- Association des sourds (25 membres)

La fédération compte des membres à Konni, Thiérassa, Dibissou, Guidan Godia, Dossey, Chetaou, Guidanbwa, Massalata, Da Garca, Balzaga.

Les adhérents achètent une carte de membre à l'entrée à 1 000 F CFA. Ils sont inscrits ainsi dans un fichier comportant leur photo d'identité et toutes les informations qu'il faut savoir sur le membre (sexe, âge, village, type de handicap, date d'adhésion, occupation, etc.).

La fédération est structurée comme suit : un président, un vice-président, un secrétaire général (l'actuelle SG est une femme) et son adjoint, un trésorier et son adjoint, un secrétaire à l'organisation et son adjoint, un informateur et son adjoint et une chargée des affaires féminines. Sur les 11 membres du bureau, 2 sont des femmes, soit 18,1%.

Sur le plan des réalisations, l'Etat nigérien a financé des charrettes asines, sous forme de prêt, qui servaient de moyens de transport et qui pouvaient rapporter, quotidiennement, jusqu'à 7 500 F CFA par jour. Les charrettes étaient cependant prêtées à 120 000 F CFA au lieu de 60 000 F CFA leur coût normal. Ce qui a découragé plusieurs personnes en situation de handicap du fait que la somme demandée était hors de leur portée. Aujourd'hui, certains handicapés continuent à travailler avec les charrettes, même si le rendement est devenu moins important.

Sur le plan du renforcement des capacités, la fédération a bénéficié d'une formation en « vie associative » avec CADEV et une formation des formateurs sur le SIDA financé par le projet SIDA.

A l'époque du président Tandian, les personnes en situation de handicap affirment avoir joui de plusieurs appuis (distribution de vivres gratuitement chaque année, prise en charge sanitaire sur la présentation de la carte de membre des personnes handicapées, dotation d'une ligne budgétaire d'environ 400 000 F CFA par an au niveau de mairie de Konni qui servait à soutenir les membres de la Fédération lors des fêtes, etc.). Depuis quelques années, ces acquis ont disparu. Cette situation renforce la situation de vulnérabilité des personnes en situation de handicap.

1.3.4 Un appui pour développer des AGR comme principale attente

Pour faire cesser la stigmatisation et donner une autre image de leur situation, les personnes en situation de handicap sont convaincues que la meilleure voie est la mise en place et le développement d'AGR. Ainsi, elles attendent un appui dans les domaines de l'artisanat, de l'élevage et de l'agriculture.

Pour ce qui est de l'agriculture, les personnes en situation de handicap espèrent un meilleur accès au périmètre de Konni. En effet, seuls 4,4% des personnes en situation de handicap ont des parcelles à l'intérieur du périmètre. Pour mener des activités agricoles, il est important d'avoir davantage de parcelles pour pratiquer développer leurs activités agricoles, notamment les cultures de contre-saison.

Une autre attente concerne l'érection d'un siège pour la fédération. Que ce soit un ancien bâtiment à réhabiliter ou une construction nouvelle, la fédération est d'avis qu'avoir un siège est déjà un bon départ pour démarrer des AGR et attirer des partenaires dans ce sens.

Enfin, les personnes en situation de handicap envisagent le renforcement de leurs capacités en matière de gestion et administration des AGR.

1.3.5 Quelques pratiques en défaveur des femmes

1.3.5.1 Le mariage précoce

Les résultats du 4^{ème} recensement général de la population et de l'Habitat de 2012 établissent l'âge du premier mariage chez la fille urbaine à 21,2 ans et chez la fille rurale à 16,7% pour l'ensemble du territoire nigérien. La réalité à Konni est que les filles se marient à un âge situé entre 14 ans et 18 ans, que ce soit en ville ou en campagne. Beaucoup de jeunes femmes ont été rencontrées qui ont enfanté précocement. Des grossesses précoces sont fréquentes et elles se terminent souvent par des accouchements à risque où des bébés et des mamans perdent parfois la vie du fait de l'immaturité physique des jeunes femmes.

Par ailleurs, des femmes rencontrées qui se sont mariées dans cette fourchette d'âges ont toutes abandonné leurs études pour se consacrer à leur mariage et à l'éducation de leurs enfants.

Basé sur le dogme musulman et sur les traditions locales, le mariage précoce apparaît, de l'avis des femmes, comme étant plus un handicap qu'un facteur de développement. D'ailleurs, de plus en plus de femmes refusent que leurs filles soient mariées avant l'âge de 18 ans.

Dans un groupe de discussions à laquelle nous avons participé et qui regroupe des adolescentes réunies dans le cadre du « Programme Adolescentes le Savoir pour le Dignité » financé par l'UNFPA, les jeunes filles sont sensibilisées sur les mariages précoces. Une d'entre elles, mariée à l'âge de 16 ans et maman d'un garçon de 6 mois résume la situation en ces termes « *Jamais je ne conseillerais à ma sœur ou à mon amie de se marier à cet âge. Vu mon expérience, je suis certaine que la fourchette 20-22 ans constituent la meilleure tranche d'âge pour se marier. A cet âge on est encore très jeune et, physiquement prête pour vivre avec un homme et prendre des grossesses* ». Cette réflexion n'est pas un cas isolé mais elle reste timidement disséminée partout, aussi bien dans le cadre du programme qu'à l'intérieur des villages et quartiers.

1.3.5.2 La pratique de claustration

Une autre réalité pas systématiquement visible est la pratique de la claustration. Elle consiste pour un homme à interdire à sa femme de sortir de la concession ou de la maison. Elle y reste à temps plein et c'est le mari qui subvient aux besoins de la femme et de ses enfants. Ces femmes victimes de claustration ne participent même pas aux événements entre femmes. Une veuve qui en a fait l'expérience raconte que « *le décès de son mari l'a délivrée* », ce qui en dit long sur le fait que cette pratique leur est imposée et qu'au fond d'elles, elles n'y adhèrent pas mais n'osent pas défier l'autorité maritale.

Par ailleurs, il est ressorti des discussions que les maris qui empêchent à leurs femmes de sortir sans laisser l'argent des condiments n'offrent pas d'autres possibilités à ces dernières qui sont obligées de sortir voilées pour subvenir aux besoins de leurs enfants.

Dans une autre rubrique, des femmes sont emprisonnées, non pas par leurs maris, mais par la loi. Neuf prisonnières croupissent à la maison d'arrêt de Konni, principalement pour infanticides et bagarres entre coépouses.

Une autre forme d'exploitation dénommée « Wahaya » existe au Niger. Mais dans notre enquête de terrain, elle n'a pas été évoquée.

1.3.6 Des aspirations, des attentes et des craintes par rapport au projet

Théoriquement, le projet de réhabilitation du périmètre de Konni est connu par les jeunes et les femmes. Mais c'est le sigle MCC qui est plus connu par les populations et moins le contenu du projet. Les jeunes dans les villages connaissent tous le projet tandis qu'en ville, le taux de connaissance du projet de réhabilitation chez les jeunes est de 30%. Plus de 90% des jeunes connaissant le projet disent être au courant en participant à des réunions au sein de leurs villages ou quartiers ou à l'occasion de rencontres avec les personnes travaillant pour MCC ou MCA Niger. En ce qui concernant les femmes, elles sont au courant du projet, mais 87% d'entre celles qui ont été rencontrées disent être informées par leurs maris. Peu de femmes et de jeunes connaissant le projet l'ont connu à travers les médias (moins de 3%).

Par ailleurs, si les populations connaissent le MCC, le MCA Niger ou le projet de réhabilitation du périmètre tout court, elles en ignorent le contenu pour la plupart ainsi que l'attelage qui sera mis en place, le processus devant conduire à la réhabilitation, etc. Elles n'ont pas aussi des réponses en ce qui concerne leurs craintes, leurs attentes et les impacts négatifs du projet sur leurs habitations ou sur leurs champs.

Sur la base de ce qu'ils connaissent du projet, les femmes et les jeunes de Konni nourrissent un espoir matérialisé par des aspirations multiples. Certaines de ces aspirations sont liées à l'environnement où ils vivent tandis que d'autres relèvent des facteurs de productions économiques devant leur permettre d'améliorer leurs conditions de vie et de produire de la valeur ajoutée.

- L'accès à des services sociaux de base de qualité : l'une des aspirations qui est revenue à plusieurs reprises dans les discussions avec les groupes de femmes et de jeunes est l'accès correcte à la santé, à l'eau potable courante, à l'assainissement, à l'électricité et à des infrastructures éducatives répondant aux normes. Plus que de simples demandes, ces services de base constituent à la fois des indicateurs de développement mais aussi, dans certains cas, des opportunités d'affaires.
- L'allégement des conditions de travail : Cette aspiration est strictement féminine. Les femmes trouvent que les travaux pénibles qu'elles effectuent occasionnent des maladies et dégradent leur apparence physique. Elles aspirent à s'équiper en moulins à mil, en batteuse, en eau courante pour diminuer les efforts fournis dans les travaux ménagers et champêtres et préserver ainsi leur santé et leur beauté physique.
- Mettre en place et développer des activités génératrices de revenus (AGR) : les femmes comme les jeunes sont convaincus qu'un appui soutenu dans les AGR serait le meilleur moyen de leur doter d'une certaine autonomie financière. L'embouche des petits ruminants, le petit commerce, le maraichage en contre-saison sont des activités qui intéressent les jeunes et les femmes. Tout au long des focus-group, des interventions ont été enregistrées qui voguent dans ce sens. Cependant, mener une AGR ce n'est pas seulement une question de financement. C'est aussi des compétences de base à acquérir. Et sur cet aspect précis, les organisations de jeunes et de femmes qui ont été rencontrées souffrent de carences profondes.
- L'accès à la terre : quelles que soient les diversifications d'activités économiques proposées, les femmes mais surtout les jeunes aspirent à accéder à la terre. Ils y voient un moyen sûr de sortir de leur situation de précarité. Mais l'accès à la terre doit être accompagné de financements.
- Financement des projets : les femmes comme les jeunes portent des projets ou ont des idées sur ce qu'ils veulent ou peuvent faire pour améliorer leurs conditions de vie. Mais ils ne détiennent pas la clé qui leur ouvre cette perspective c'est-à-dire les financements. Ainsi, ils aspirent à attirer des bailleurs, soit directement avec des structures financières ou par le biais de projets qui pourraient financer leurs activités génératrices de revenus. Les femmes comme

les jeunes sont prêts à prendre des crédits et à mener des activités qui généreront des revenus pour rembourser et pour pérenniser l'activité.

Outre les aspirations des jeunes et des femmes, plusieurs attentes ont été enregistrées. Les femmes attendent que les promesses qui accompagnent le projet de réhabilitation du périmètre de Konni soient respectées. Elles attendent aussi que le projet appuie les activités des femmes (culture de contre-saison, AGR, etc.).

Pour les jeunes, la principale attente est celle de se faire recruter par l'entreprise durant la phase des travaux. Cette attente est partagée par tous les jeunes que nous avons rencontrés. Comme les femmes, certains jeunes attendent du projet qu'il les appuie dans la réalisation de leurs activités de production (agriculture, embouche, commerce, etc.). Certains jeunes plaident pour une implication continue durant tout le projet afin de déceler les opportunités et de les saisir. Aussi ils attendent du projet qu'il leur offre la possibilité d'avoir assez d'eau pour pouvoir produire toute l'année.

Malgré cette kyrielle d'aspirations et d'attentes, les femmes comme les jeunes ont quelques craintes :

- Le retrait ou la redistribution des parcelles à d'autres personnes après réhabilitation du périmètre ;
- Que le projet n'aille pas jusqu'au bout et qu'il ne respecte pas ses engagements ;
- Qu'il y ait récupération des parcelles par des personnes plus influentes ;
- Que le projet soit politisé de sorte que son accès soit clientéliste ;
- Que les jeunes et les femmes soient exclus et qu'ils jouent les seconds rôles comme assez souvent.

2 LES RISQUES D'EXPLOITATION OU DE TRAITE DES PERSONNES LIES AU PROJET

Au cours des réunions villageoises et les focus groupe et dès les premiers constats, il a été observé au cours des investigations des aspects relatifs :

- A la marginalisation et à l'affaiblissement du système scolaire dans la commune urbaine de Konni par l'emploi incontrôlé des jeunes en âge de scolarisation sur les parcelles agricoles par leurs parents et les autres producteurs qui mettent en valeur les exploitations des périmètres irrigués. En effet le recours à l'emploi d'enfants mineurs dont l'âge est compris entre 9 et 17 ans entraîne des habitudes de délaissements de l'école qui enregistre progressivement des absences de l'ordre de 6% à 60% des effectifs d'écoliers par classe et qui correspondent à des périodes d'intenses travaux agricoles (période de repiquage d'oignons et de récolte de divers produits agricoles) et de besoins maximaux de main d'œuvre ;
- A la délinquance juvénile des enfants de la rue tels que les talibés (élèves coraniques insuffisamment surveillés par leurs maîtres) et des enfants issus des zones rurales et urbaines parfois sans domicile fixe et sans tuteur légal et qui se livrent quotidiennement à la mendicité et/ou à des actes de vandalisme ou de vol à l'étal ;
- A l'existence de certains circuits de prostitution des jeunes femmes et filles parfois mineures livrées et initiées à la prostitution par un réseau informel « d'entremetteurs ». La forte demande est entretenue par la proximité de régions régies par la « Charia » (coté Nigéria) et la vocation de carrefour et de relais routier de la ville de Konni.
- C'est ainsi qu'au vu de tout ce qui précède et des constats qui ont été faits, des grilles d'entretien d'enquêtes lors des réunions villageoises composés principalement d'adultes et de jeunes ouvriers, de femmes et de jeunes filles ouvrières employés sur les parcelles agricoles ; ou des jeunes femmes et filles « professionnelles du sexe » sont conçues et menées parallèlement aux entretiens villageois.

2.1 Typologie des personnes pouvant tomber dans les circuits de la traite

2.1.1 Les femmes et filles victimes d'exploitation économique potentielle sur les sites agricoles ou dans la ville

2.1.1.1 Les femmes ouvrières :

Elles viennent de divers horizons notamment des départements de Illéla, Bouza, Madaoua et même du Nigéria voisin. D'autres proviennent aussi des régions Nord du pays. Cette catégorie vit dans les quartiers périphériques de Konni et certaines dans les villages environnants des périmètres est composée principalement d'ethnies haoussa, et touaregs noires (bouzou) et subsidiairement de djermas. Cette catégorie représente une main d'œuvre saisonnière et dont l'importance dans et autour de Konni dépend de l'année agricole, des pluies et des récoltes des cultures d'hivernage.

Si l'année est 'mauvaise' beaucoup de ménages préfèrent garder les récoltes dans les greniers pour la période de soudure et de préparation des champs de la future campagne et migrer entre-temps autour des villes (Konni principalement) pour que les travaux occasionnels dans le périmètre ou dans la ville leur procurent des moyens de subsistances.

L'année écoulée (2017) étant plutôt sèche dans Konni et Tahoua, le nombre de ménages Bouzou habitants sur les parcelles du périmètre (côté nord) à la limite de la ville semble 2 à 3 fois supérieur à la normale des années. D'après les enquêtes la situation en Libye vers laquelle les jeunes avaient l'habitude de migrer occasionnellement et subvenir aux besoins des familles -étant fermée- a poussé plus de ménages à s'entasser sur la bordure de la ville et du périmètre. (200 à 300 familles au mois de Novembre et le phénomène ira en s'accroissant)



Figure 1: campements touarègs saisonnier en chaumes

Pour la plupart ce sont des femmes mariées accompagnées de leurs familles (mari et enfants). On distingue également la présence de femmes divorcées, libres et célibataires.

Elles travaillent du matin au soir (8h-16 h) avec un gain quotidien compris entre 1500f, 2000F, voire 2500f. Le paiement du montant est motivé par l'heure de début et de fin des travaux

Les revenus que les femmes ouvrières tirent des travaux effectués sur les aménagements sont quotidiens et il est difficile de les comparer à un salaire à partir du moment où les saisonnières ne sont pas engagées sous contrat et ne sont embauchées que lorsqu'il y a un travail temporaire de courte durée. Ces revenus quotidiens ne sont régis par aucun texte officiel relatif à une quelconque convention collective interprofessionnelle et ne sont nullement indexés sur le SMIG(salaire minimum professionnel inter garanti dont le montant tourne autour de **35000F/mois par employé**). C'est une entente consensuelle négociée et arrêtée de commun accord entre employeur et employé et qui varie d'une exploitation à l'autre même si par ailleurs une entente collective tacite existe entre employeurs d'un côté et employés de l'autre concernant la fixation des fourchettes salariales minimales et maximales à ne pas dépasser selon les différentes catégories sociales employées sur les périmètres à savoir les hommes, les femmes et les jeunes garçons et filles.

En effet les embauches varient selon les saisons, la disponibilité du travail, et les différentes étapes du calendrier culturel que sont le repiquage, le labour, les périodes de récoltes des différentes spéculations. Ce qui revient à dire que si l'ouvrière est engagée pour telle ou telle spéculation il n'est pas évident qu'elle soit engagée pour la période de la récolte de la prochaine spéculation. Tout est question de postes disponibles, de compétences, d'adresses, de rapidité, de savoir-faire, de savoir-vivre reconnus à telle ou telle ouvrière ou à tel ou tel groupe d'ouvrières et qui peuvent militer en sa ou en leur faveur lors des prochaines embauches. En définitive une ouvrière peut travailler 3 jours, 7 jours, 10 jours, un mois voire deux à trois mois chez le même employeur et se retrouver au chômage pendant 3j/5j voire une semaine avant de retrouver un autre poste. Il y va ainsi de cette prestation qui relève d'un marché de travail instable et mal organisé et qui présente peu de garantie d'emploi et de protection sociale pour l'employé. En retour l'employé ne paie aucune contribution, aucune retenue à une quelconque caisse ou fonds de retraite ou de sécurité sociale d'où la précarité de l'emploi et de l'avenir professionnel et social de l'employée.

La majorité de ces femmes travaillent pendant la campagne agricole de saison sèche qui comprend le programme saisonnier des travaux agricoles des aménagements hydro-agricoles soit une durée de huit (6) mois de travaux par an.

Une autre catégorie de femmes main d'œuvre agricole est constituée par les autochtones des villages riverains des périmètres, recrutées comme main d'œuvre bon marché, et qui travaillent soit sur les

parcelles de leurs propres parents contre rémunération soit sur les parcelles des autres villageois. Leur âge est compris entre 9 ans et 25 ans

Les travaux pour lesquels elles sont sollicitées varient du repiquage d'oignons aux différents cycles de récoltes que sont les récoltes de tomate, de piment, du moringa, d'arachide, d'oignons, de poivron, de haricot, de mil, de maïs, etc,

Elles travaillent selon leur disponibilité pour la plupart durant toutes les deux campagnes soit huit (8) mois par an pour respecter une tradition socio - culturelle qui veut que la fille constitue elle-même sa « dot » par le biais de la vente de certains produits agricoles, de la kola ou des beignets et/ou de la vente de leur force de travail sur les parcelles.

Mais concernant la répartition des frais de prestation dont elles bénéficient certaines d'entre elles parlent de répartition en trois rubriques dont un tiers est affecté à leurs parents, un tiers pour l'achat des habits et un tiers est affecté à l'achat de la nourriture ; même si par ailleurs certains de leurs parents disent ne rien savoir et encore moins recevoir de leurs filles par rapport à ces revenus qu'elles tirent de ces travaux.

- L'importance des revenus qu'elles tirent de ces travaux varient selon la durée des travaux :
- Pour les jeunes filles dont l'âge est compris entre 16 et 25 ans
 - De 9h à 12H = 1000F
 - De 9h à 16h = 1500F
- Pour les petites filles dont l'âge est compris entre 9 ans 15 ans
 - 9h à 12 h = 500F
 - 9h à 16 h = 750F

2.1.1.2 Les femmes et jeunes femmes prostituées

Tout comme les femmes ouvrières elles viennent de toutes les régions du pays. Elles sont acheminées dans la ville de konni par un réseau informel ayant des ramifications dans tout le pays.

A Konni, il y a deux 'maisons closes' connues et tolérées. Le regroupement des femmes qui y vivent principalement dans deux hôtels de la ville est composé actuellement de jeunes et de femmes adultes et dont certaines ont plus de 10 à 20 ans de métier. Dans l'un des sites, sur les 24 femmes, la moitié est nigérienne et l'autre est composée d'étrangères provenant des pays voisins du Cameroun, Nigéria, Togo, Bénin et Ghana.

En échange du séjour qu'elles passent dans ses établissements ces femmes versent une certaine proportion de leurs recettes quotidiennes ou hebdomadaires aux responsables de ce réseau. Ces femmes sont assez bien organisées avec un système de tontine et de mutuelle d'aide au moment des urgences de dépenses.

Il semble que ce réseau s'est accru avec l'application de la loi de la Charia dans les provinces frontalières côté Nigéria.

Ce réseau 'officiel' obéit plus à la demande issue de la situation de carrefour de la ville de Konni, qu'à une éventuelle demande liée à la réhabilitation du périmètre ; bien que l'activité au moment des travaux risque de s'amplifier.

La prostitution clandestine est estimée à plus au moins 200 personnes d'après les dires des 'déclarées'.

2.1.2 Les hommes et les jeunes victimes d'exploitation économique potentielle sur les sites agricoles ou dans la ville

2.1.2.1 Les hommes parents et amis ouvriers occasionnels

Ce sont souvent des membres de la famille élargie, des amis d'enfance ou des camarades qui sont désœuvrés et qui veulent se faire un peu d'argent de poche ou apporter par solidarité un appui bénévole à un proche parent ou à une connaissance. Ils vivent parfois compte tenu de l'étroitesse de leurs

relations, sous le toit du chef de famille qui les prend en charge du point de vue de l'hébergement et de l'alimentation quotidienne. C'est ainsi que ces étrangers en guise de contrepartie participent aux travaux de mise en valeur des parcelles de leur hôte jusqu'à la fin de leur séjour. A la fin de leur séjour et au moment de rejoindre leur village il leur est octroyé un peu d'argent de poche en guise d'encouragement et de remerciement.

2.1.2.2 Les hommes ouvriers saisonniers

Ils viennent des régions de Tahoua et de Maradi, des départements de Illéla, Bouza, Madaoua, de la commune de Galmi et même du Nigéria voisin. Ce regroupement de saisonniers qui vit dans leur grande majorité dans les agglomérations périphériques de Konni et certains dans les villages environnants des périmètres est composé principalement d'ethnies haoussa, et touareg noirs (bouzou) et secondairement de djermas.

Pour la plupart ce sont des hommes chefs de famille accompagnés de leurs familles (femmes et enfants) qui participent également aux travaux de mise en valeur des parcelles agricoles. C'est ainsi de véritables entreprises familiales de main d'œuvre qui se mobilisent chaque année pour prêter main forte aux périmètres irrigués.

On distingue également la présence d'hommes seuls, libres et célibataires.

Tous ces ouvriers travaillent du matin au soir (8h-16 h) avec un gain quotidien compris entre 2500f, 3000f voire 3500F. Le paiement du montant des frais de la prestation est fonction de l'heure du début et de fin des travaux.

La plupart de ces ouvriers travaillent pendant les deux (2) campagnes agricoles que compte le programme agricole des aménagements hydro agricoles soit environ huit (8) mois par an.

2.1.2.3 Les adolescents et jeunes enfants ouvriers occasionnels et/ou permanents

La ville de Konni tout comme toutes les agglomérations frontalières regorge d'une diversité d'habitants venant de plusieurs régions et villes de l'intérieur tout comme de l'extérieur du pays dont notamment les jeunes enfants et adolescents qui ont accompagné leurs parents « migrants » économiques où leurs maîtres marabouts pour promouvoir leur savoir islamique ou qui viennent seuls en compagnie de leurs camarades tenter de fructifier et d'élargir leur pouvoir économique.

Ces enfants et adolescents qui viennent tenter de fructifier leur pouvoir économique vivent en groupes organisés ou en clans « spontanés » dont les critères principaux d'adhésion tacite sont relatifs d'abord au caractère « d'exodant » économique, à l'ethnie, à la langue, à la région et à la localité d'origine.

Leur approche qui prône la vigilance et la protection matérielle et sociale de leurs ressortissants repose sur la solidarité du groupe en cas de faillite économique et de déviance sociale. Ils sont djermas, haoussa et investissent dans le petit commerce d'articles et produits industriels divers, tels que la savonnerie, le matériel électrique, les jouets simples et électroniques, l'habillement etc,...

Les talibés ou jeunes apprenants de l'islam sont souvent insuffisamment suivis et entretenus par leurs maîtres qui faute de moyens de subsistance conséquent compte tenu de leur grand nombre les envoient très souvent chercher leur pitance quotidienne dans la ville. Cette quasi liberté dont ils bénéficient les autorise à pratiquer toute forme de prestation et de mendicité dont notamment les petits métiers licites que sont le transport de petits bagages, le lavage et le nettoyage des tasses et assiettes des grands restaurants et petites restauratrices et la lessive pour garantir leur alimentation quotidienne d'où la tentation de se livrer à des actes délictueux (vol, vandale, escroquerie ,etc) pouvant les amener devant les autorités policières et judiciaires. Ils proviennent de toutes les contrées du pays

Il y a également le cas des enfants qui vivent avec leurs parents venus travailler sur les périmètres

Remarque complémentaire

Tous ces enfants et adolescents en cas d'échecs enregistrés dans leur domaine professionnel se retrouvent engagés dans les travaux agricoles des périmètres.

Auparavant il y a de cela quelques années un comité local de protection de l'enfant a été mis en place localement par le service de développement social composé de plusieurs membres, chargé du suivi et de la protection de l'enfant avec le soutien de l'Unicef. En effet à cette époque l'Unicef assurait le quotidien des enfants en leur octroyant des sommes de 200F à 300F. Elle procédait également avec la concours du comité à leur placement dans les ateliers de couture, de menuiserie et de soudure etc..

Au moment où l'Unicef suspendait son appui il y avait encore 20 enfants en formation. Une telle action de l'Unicef contribuait à les protéger contre la délinquance et le désœuvrement et le comité à chaque fois que des actes de vol et de vandalisme sont perpétrés par ces enfants recherchait des solutions d'arrangement à l'amiable afin de leur éviter de faire la prison

Depuis la fin de l'appui de l'Unicef le comité n'est plus opérationnel plusieurs enfants de la rue n'étant plus suivis et protégés ont multiplié les actes de vol et de vandalisme et se sont retrouvés en prison alors que plusieurs d'entre eux rejoignaient les travaux agricoles sur les périmètres.

Ces enfants sont rétribués ainsi qu'il suit :

Pour les adolescents dont l'âge est compris entre 16 et 25 ans

De 9h à 12H = 1000F ; 2000F ;

De 9h à 16h = 2000F ; 2500F ; 3000F

Pour les jeunes enfants dont l'âge est compris entre 9 ans 15 ans

9h à 12 h = 500F ; 750F

9h à 16 h = 750F ; 1000F ; 1500F

2.1.2.4 Les jeunes enfants et adolescents scolaires ouvriers occasionnels et/ou permanents

Cela fait des années que le système scolaire est désorganisé à cause des absences à répétition des scolaires enfants comme adolescents du primaire aux collèges attirés par des gains quotidiens jugés excessifs par la communauté et que leur procurent les prestations qu'ils réalisent sur les parcelles des périmètres irrigués. En effet pour des jeunes enfants et adolescents qui dans leur majorité proviennent de familles pauvres et qui perçoivent quotidiennement des frais de prestation qui varient de 500F, 1000F voire 3000F soit 15000F à 30000F voire 90000F le mois une telle provision constitue un capital inestimable que seuls les travaux sur les périmètres peuvent leur procurer

En effet la découverte et l'accumulation de cette manne financière justifie la désertion des établissements scolaires à des périodes bien déterminées de l'année. Le cas le plus « révoltant » est celui des écoles de l'enseignement primaire où il est mensuellement enregistré (voir en annexe les rapports de fréquentation mensuels des scolaires dans trois établissements primaires des villages de Guidan Godia, de Dibissou, Cerassa Gouné) :

- des taux d'absence en Novembre 2016 à l'école primaire de Guidan Godia de l'ordre de 24% au CMII, 51% au CMI et 23% au CEII et 19% au CEI.
- A l'école primaire de Dibissou en novembre 2016 ce taux est de 10% au CMII, 13% au CMI, 18% au CEII et 11% au CEI
- En Novembre 2016 à Cerassa Gouné le taux d'absence est de 3,10% au CMI, 9,60% au CEII et 9,60 au CEI
- EN 1916 à Guidan Godia en Décembre le taux d'absence est de 54% au CMII, 40% au CMI, 18% au CEII et 13% au CEI ;
- En 1916 à Dibissou en Décembre le taux d'absence est de 69% au CMII, 83% au CMI, 84% au CEII et 76% au CEI
- En Décembre 1916 à Cerassa Gouné le taux d'absence est de 7,87% au CMII, 2,72% au CEII et 2,16% au CEI

- En 1917 à Guidan Godia et en Janvier les taux d'absence enregistrés sont de 7% au CMII, 20% au CMI, 11% au CEII et 10% au CEI
- En Janvier 2017 il est enregistré à l'école primaire de Dibissou un taux d'absence de 26% au CMII, 28% au CMI, 32% au CEII et 24% au CEI
- En Janvier 2017 le taux d'absence à Cerassa Gouné est de 0,58% au CMI, 7,61 au CEII et 3,03% au CEI

Commentaire/Analyse

Il ressort de l'analyse de ces taux de fréquentation scolaire dans trois villages pris au hasard notamment, Guidan Godia, Dibissou et Cérassa Gouné que ces derniers sont particulièrement élevés les mois de Novembre, Décembre et janvier qui correspondent respectivement aux périodes de repiquage d'oignons (les mois de Novembre et Décembre) et la période de récolte (les mois de Janvier, février) de différentes spéculations. Ce sont là des périodes de haute intensité de travail pendant lesquelles les besoins en main d'œuvre dans un souci de respect du calendrier cultural sont importants et leur satisfaction procède d'un caractère « impératif et obligatoire » sous peine de rater la campagne, ce qui est synonyme de perte de production et de ressources financières en rapport avec les investissements réalisés.

En effet la période de repiquage de l'oignon qui fait recours à l'utilisation et à l'emploi massifs des jeunes scolaires (période pendant laquelle le taux d'absence des élèves atteint son pic et varie selon les écoles de 10% à 51% voire 84%) par leurs « propres parents », les membres de la famille élargie (cousin, oncles, grands pères, ou par d'autres producteurs privés) s'explique par le fait que pour réussir sa campagne il faut utiliser des petits enfants qui ont de « petites mains » et de « petits pieds » qui ne courent pas le risque d'abîmer les plants et les écarts qui existent entre eux et surtout à cause de leur « rapidité » comparativement aux grandes personnes.

Il en est de même pour la période des récoltes où le taux varie de 7% à 20% voire 32% selon les écoles considérées.

Durant la période de Mai, Juin et juillet qui correspond au début de la 2^e campagne les élèves ne vont pas à l'école et des déperditions allant de 10% à 24% voire 50% sont observées dès l'apparition des premières pluies qui se manifestent vers fin Avril début Mai. Ainsi donc la combinaison de ces deux facteurs fait exploser la courbe ascendante des absences et accélère la fermeture des écoles beaucoup plus tôt que prévu.

2.1.3 Les indices de risque de Traite de personnes

2.1.3.1 L'emploi des hommes et des femmes ouvriers agricoles non victimes d'exploitation économique sur les exploitations des périmètres de Konni

Ici les hommes employés sont majeurs et jouissent de leur santé mentale et psychique. Ils ont décidé en toute liberté et en toute lucidité d'esprit et de conscience de venir aider par solidarité leur ami, connaissance et/ou parent. Par ailleurs ils ont également décidé de quitter leur village en toute indépendance, pour venir à Konni proposer leur force de travail contre rémunération. Ils sont accompagnés de leurs femmes et enfants qui travaillent dans les mêmes conditions que leur mari mais gagnent moins de frais de prestation compte tenu du fait que l'homme endure plus et produit plus que la femme et l'enfant s'il s'agit de travaux physiques.

Cependant la traite des personnes dont il est question ici « est un crime qui consiste à recourir à la force, la fraude et / ou la contrainte pour exploiter une autre personne. La traite de personnes peut prendre la forme de servitude domestique, de péonage, de travail forcé, de servitude sexuelle, de travail servile, de travail d'enfants et d'utilisation d'enfants soldats. Cette pratique prive les gens de leurs droits humains et de leur liberté, augmente les risques sanitaires mondiaux, soutient de plus en plus de réseaux de crimes organisés, et peut contribuer à maintenir des niveaux de pauvreté et entraver le développement ».

Et c'est pourquoi conformément et contrairement à la traite des personnes dont il a été fait mention dans le passage précédent la forme d'exploitation dont il s'agit ici concernant les hommes et les femmes adultes ouvriers agricoles perçoivent des frais de prestation qui sont pratiqués dans toute la zone dans les mêmes conditions de travail alors que d'autres par contre qui font partie du cercle restreint des amis, parents et connaissances des chefs d'exploitation pour lesquels ils sont venus proposer volontairement leur force de travail, ne perçoivent que des cadeaux et/ou des frais d'encouragement au nom de la solidarité interindividuelle et sociale qui trouve entièrement sa justification dans les traditions ancestrales et les survivances socio – culturelles intercommunautaires.

2.1.3.2 L'emploi des femmes et jeunes femmes prostituées victimes d'exploitation économique et/ou sexuelle

Comme indiqué plus haut « la traite des personnes est un crime qui consiste à recourir à la force, la fraude, et/ou la contrainte pour exploiter une autre personne. Elle peut prendre la forme de servitude domestique, de travail forcé, de servitude sexuelle, de travail servile...etc... Cette pratique prive les gens de leurs droits humains et de leur liberté, augmente les risques sanitaires mondiaux, soutient de plus en plus de réseaux de crimes organisés, et peut contribuer à maintenir des niveaux de pauvreté et entraver le développement »..

En effet la situation décrite plus haut correspond dans ces grandes lignes aux contours des exemples de comportements relevés à Konni car ce sont des réseaux informels qui font venir les femmes et jeunes filles d'ailleurs comme localement, les négocient et les dissuadent de rester travailler dans le domaine de la prostitution en leur faisant miroiter les retombées financières de la pratique et les bienfaits de l'environnement dans lequel elles vont exercer leur profession dont notamment des chambres bien équipées situées au centre ville où les rencontres sont plus aisées et les lieux faciles d'accès.

C'est bien après leur installation qu'elles découvrent le « vrai visage de la profession » soutenu par des conditions contraignantes matérielles et financières (relatives aux conditions de séjour, de l'ingérence quasi permanente des responsables du réseau dans la manière dont le métier est exercé et des prélèvements réguliers imposés, effectués sur les frais de prestation) qui font du métier un « piège sans fin » qui les éloigne progressivement de leur famille d'origine et leur empêche ainsi de recevoir les conseils sages des parents et amis d'origine indispensables pour les rapprocher davantage de leur communauté et les pousser ainsi à tourner les dos à ce vieux métier.

C'est ainsi que sous la contrainte du dispositif mis en place par les membres du réseau et le difficile « franchissement » des barrières sociales, morales et psychologiques mises en place par la société vis-à-vis des pratiquants de cette profession, rares sont celles qui quittent la profession en plein exercice à un moment où elles sont récupérables (socialement, moralement et physiquement) et où on peut les insérer aisément et facilement dans la société.

2.1.4 L'emploi des jeunes enfants garçons et adolescents victimes d'exploitation économique dans les restaurants, les maisons domestiques et les périmètres agricoles

2.1.4.1 Définition de l'enfant

Au Niger l'enfant est défini selon la constitution, le code de travail, le code électoral comme « tout être humain âgé de moins de 18 ans ». Le projet de code de l'enfant reprend cette même définition. La constitution reconnaît à chaque enfant un droit à l'éducation et à l'instruction dans les conditions fixées par la loi du 7 février 1962, modifiée par la loi d'orientation du système éducatif (LOSEN) de 1998 rend obligatoire la fréquentation scolaire à tout enfant âgé de 7 à 16 ans. Les parents ont le devoir d'éduquer et d'élever leurs enfants. Ils sont soutenus dans cette tâche par l'Etat.

2.1.4.2 Définition du travail des enfants

L'article 106 de la loi N° 2012- 045 du 25 Septembre 2012 portant code du travail dispose « les enfants ne peuvent être employés dans une entreprise même comme apprentis, avant l'âge de quatorze (14) ans, sauf dérogation édictée par décret, après avis de la commission consultative du travail, compte tenu des circonstances locales et des tâches qui peuvent leur être demandées. Un décret fixe la nature des travaux et les catégories d'entreprises interdits aux jeunes gens et l'âge limite auquel s'applique l'interdiction».

L'article 108 de ce même Code précise que « l'inspecteur du travail peut requérir l'examen des enfants par un médecin agréé en vue de vérifier si le travail dont-ils sont chargés n'excède pas leur force. Cette réquisition est de droit à la demande des intéressés »

Au niveau international la convention 138 de l'OIT stipule dans son article 2 que l'âge minimum au travail ne devra pas être inférieur à l'âge auquel cesse la scolarité obligatoire, ni en tout cas à quinze ans. Pour certains types de travail la convention fixe l'âge d'admission légale à l'emploi à :

18 ans pour les activités « susceptibles de compromettre la santé, à la sécurité ou la moralité des adolescents (C. 138 Art 3) et

13 ans pour les « travaux légers » à savoir des activités qui ne sont pas susceptibles de porter préjudice à la santé ou au développement de l'enfant, ni de nature à porter préjudice à son assiduité scolaire, à sa participation à des programmes d'orientation ou de formation professionnelle approuvés par l'autorité compétente, ou à son aptitude à bénéficier de l'instruction reçue.

Dès lors est considéré comme travail des enfants :

- Toute activité entreprise par un enfant qui n'a pas encore atteint l'âge minimum établi pour l'activité et qui est dès lors susceptible d'entraver l'éducation ou le développement de l'enfant.
- Toute activité entreprise par un enfant de moins de 18 ans rémunérée ou non, qui est exploitative, dangereuse, ou inappropriée pour son âge ou qui nuit à sa scolarisation ou son développement social, mental, spirituel ou moral. Il faut y inclure l'exercice des activités « non économiques »

2.1.4.3 Les Pires Formes de Travail des Enfants

La convention 162 définit les PFTE de la manière suivante :

- Toutes les formes d'esclavage ou pratiques analogues, telles que la vente et la traite des enfants, la servitude pour dettes et le servage ainsi que le travail forcé ou obligatoire, y compris le recrutement forcé ou obligatoire des enfants en vue de leur utilisation dans des conflits armés.
- L'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant à des fins de prostitution, de production pornographique ou de spectacles pornographiques
- L'utilisation, le recrutement ou l'offre d'un enfant aux fins d'activités illicites, notamment pour la production ou le trafic des stupéfiants tels que les définissent les conventions internationales pertinentes.
- Les travaux qui par leur nature ou les conditions dans lesquelles ils s'exercent sont susceptibles de nuire à la santé, à la sécurité ou à la moralité de l'enfant » (art 3)
- Les catégories (a)- (c) sont couramment dénombrées « les pires formes inconditionnelles ». Ces formes d'exploitation sont réprimées par le code pénal et le code de procédure pénale.
- La catégorie (d) constitue « les travaux dangereux ». L'article 4 de la convention 182 demande à chaque pays de déterminer, par la législation nationale ou l'autorité compétente, après consultation des organisations d'employeurs et de travailleurs intéressées, et en prenant en considération des normes internationales pertinentes, les types de travail concernés par cette catégorie. D'après l'article 3 de la Recommandation 190 de l'OIT sur les Pires Formes de Travail des Enfants, qui accompagne la Convention 182 les types d'activités ci après devraient être considérés comme dangereux pour l'enfant :

- Les travaux qui exposent les enfants à des sévices physiques psychologiques ou sexuels.
- Les travaux qui s'effectuent sous terre, sous l'eau, à des hauteurs dangereuses ou dans les espaces confinés.
- Les travaux qui s'effectuent avec des machines, du matériel ou des outils dangereux ou qui impliquent de manipuler ou porter des outils dangereux, ou qui impliquent de manipuler ou porter de lourdes charges.
- Les travaux qui s'effectuent dans un milieu malsain pouvant par exemple, exposer des enfants à des substances, des agents ou des procédés dangereux, ou à des conditions de température, de bruit ou de vibrations préjudiciables à leur santé.
- Les travaux qui s'effectuent dans des conditions particulièrement difficiles, par exemple pendant de longues heures, ou la nuit, ou pour lesquels l'enfant est retenu de manière injustifiée dans les locaux de l'employeur

Commentaire/analyse

Toutes ces définitions et ces lois relatives aux conditions dans lesquelles l'enfant est appelé à exercer certains types de travaux, mais aussi des travaux qui sont interdits montrent à suffisance que l'enfant nigérien qui travaille dans les périmètres de Konni à l'âge de 8 ans, 9ans, 10ans voire 14,15, 16, 17 ans est victime de traite de personne puisqu'aucune disposition prévue par les lois et qui met l'enfant à l'abri des matériels utilisés souvent pointus dont la manipulation est dangereuse pour leur âge, des heures de travail atteignant souvent une durée de 5h voire 6h de temps pouvant affecter leur santé physique et mentale et leur équilibre psychique et psychologique.

Ces pratiques qui affectent non seulement la santé, le développement et l'équilibre physique mental, psychique et psychologique de l'enfant entraînent des déperditions et des dérives qui sont difficilement maitrisables par le système éducatif.

En effet les parents d'élèves qui malgré le fait qu'ils soient les grands pères, les oncles ; les frères et les cousins de ces élèves qu'ils sont sensé accompagner pour mieux défendre leurs intérêts et qui malgré tout les recrutent les retiennent et les font travailler dans leurs parcelles, montrent à quel point « l'école est en danger », « le système scolaire affaibli et dénaturé ».

Ainsi donc au-delà des constats ainsi relevés au cours de nos investigations dans la zone du projet de réhabilitation des périmètres de Konni des résultats de différentes enquêtes de L'INS viennent corroborer les résultats ainsi obtenus.

C'est ainsi que selon l'enquête nationale sur la travail des enfants de 2009 réalisé par l'INS (Institut National des statistiques) rapporté par la CNLTP, les enfants économiquement occupés représentent 50% des enfants de 6 à 17 ans avec des disparités selon les lieux de résidence, les secteurs et les régions.

Ainsi une forte incidence est observée en milieu rural avec 58,7% contre 10% en milieu urbain et 32,7% dans les autres centres urbains. Au niveau du genre ce sont 53,1% des filles de 5-17 ans qui sont économiquement occupées contre 47,7% pour les garçons.

Il faut souligner que 42,1% des enfants de 5 - 17 ans exercent des travaux à abolir ce qui représente 1.604.235 enfants. Globalement les travaux dangereux à abolir concernent 74% des enfants de 5 – 17 ans soit 11.187.840 enfants.

En ce qui concerne la mendicité des enfants il n'existe pas de données récentes mais une étude de l'an 2000 fait ressortir que l'âge des enfants guides de mendiants et jeunes talibés varie entre 6 et 16 ans mais la tranche des 12 – 14 ans est la plus élevée. Les deux sexes sont concernés même s'il y a une prédominance de garçons qui sont proportionnellement plus utilisés dans le travail que les filles : 73,41% contre 66,9% en 2000 (38,8% contre 37,2% en 2006).

Le secteur de l'agriculture, élevage, pêche, et industries manufacturières selon le rapport de la 1ère session ordinaire de la CNCLTP (la Commission Nationale de Coordination de Lutte contre la Traite des Personnes année 2016) occupe la grande masse des enfants.

En effet à l'issue de l'enquête EDSN – MICS III les résultats révèlent que 10% des enfants de 5 – 14 ans ont effectué un travail pour quelqu'un d'autre qu'un membre du ménage dont la grande majorité 8% ont travaillé pendant moins de 4 h par jour et n'ont reçu aucun salaire pour leur travail. En outre 38% ont effectué un travail dans le cadre domestique : 8% y ont consacré plus de 4h par jour et la majorité (30%) y ont passé moins de 4 h par jour. 12% avaient travaillé dans les champs ou dans les affaires.

Du point de vue de la région de résidence il a été relevé une proportion d'enfants qui travaillent et qui varie d'un minimum de 24% à Niamey à un maximum de 41% à Tahoua et à Maradi. En considérant les enfants qui travaillent pour quelqu'un d'autre en dehors du ménage la proportion varie d'un minimum de 4% à Agadez et Zinder à un maximum de 16% à Tillabéri.

Selon toujours la CNCLTP « le travail des jeunes enfants (6 à 7 ans) dans l'agriculture passe en grande partie inaperçu car il tend à se diluer dans l'ensemble des activités familiales. Les entreprises de l'agriculture commerciale ont recours à toutes sortes d'accord de sous - traitance, ce qui leur permet de rejeter toute responsabilité au cas où on leur reprocherait de faire travailler des enfants sur leurs exploitations et leurs plantations. L'application de la législation sur le travail des enfants – quand même elle existe – est beaucoup moins rigoureuse dans l'agriculture que dans d'autres secteurs ».

2.1.4.4 Propositions de solutions formulées localement par les responsables scolaires, les organisations des droits de l'homme et les autorités administratives et au niveau national par les Autorités centrales de l'Etat

2.1.4.4.1 Au niveau des responsables scolaires :

2.1.4.4.2 Au niveau de l'inspecteur départemental de l'enseignement de base I

L'inspecteur au cours de ses différentes missions réunit les autorités coutumières, les parents d'élèves, les leaders d'opinion, pour les entretenir de l'ampleur des absences constatées de leurs enfants à l'école suite à leur emploi sur les périmètres tout en leur rappelant que l'éducation et l'instruction sont un droit constitutionnel et que quiconque s'y oppose ou y fait obstruction à sa manifestation et/ou à sa réalisation s'expose à la rigueur de la loi

Il réunit également les enseignants pour les inviter à tout faire pour retenir les enfants dans les classes en continuant la sensibilisation des villageois, parents d'élèves et élèves en leur faisant prendre conscience des bienfaits de l'école dans une famille au sein de la société et dans l'ensembles du pays. Pour que ces « messages » puissent avoir un impact certain sur les villageois une politique d'affectation a été initiée et mise en œuvre par l'inspection et qui consiste à muter les enseignants ressortissants de ces villages dans leur propre milieu. L'inspecteur en prenant une telle décision s'assure toutefois que l'enseignant est détenteur d'une « responsabilité sociale » ou d'un statut social qui l'aideront à influencer son auditoire et à atteindre facilement sa cible. C'est ainsi que nous avons relevé qu'à Cérassa Gouné et à Cerassa Mangou les deux directeurs sont respectivement chef de village et syndicaliste.

L'inspecteur a également pris des dispositions administratives nécessaires pour prévenir les autorités administratives de sa commune et de son département des comportements des parents d'élèves et des élèves afin que des mesures idoines soient prises pour atténuer et/ou diminuer sinon « éradiquer les absences totalement des établissements scolaires de la zone.

2.1.4.4.3 Au niveau des Directeurs des établissements scolaires

Les directeurs d'école conscients des dangers qui guettent l'école ont mis en place les mesures ci après :

- Informer les autorités coutumières, les leaders d'opinion et les parents d'élèves de la situation d'absentéisme qui prévaut dans leurs établissements et de la nécessité de prendre des mesures conservatoires pour y mettre fin avant qu'elle ne gagne du terrain et s'étende à d'autres établissements et à d'autres catégories d'élèves

- Attirer l'attention des parents d'élèves et des élèves sur les sanctions administratives et judiciaires qu'ils encourent en cas d'absences répétées et multiformes.
- Rendre compte de la situation qui prévaut au sein de leurs établissements à travers diverses correspondances administratives les supérieurs hiérarchiques de l'école que sont les conseillers pédagogiques, l'inspecteur communal, l'inspecteur départemental. Cette démarche vise à informer et à rechercher le soutien et la contribution des autorités hiérarchiques pédagogiques et administratives en vue de prêter main forte aux directeurs d'établissement afin de décourager les agissements anti- école des élèves et de leurs parents.
- Informer les partenaires de l'école que sont les Coges (cellule d'organisation et de gestion des élèves et scolaires) , les Ong et les associations locales des droits de l'homme, de l'enfant et de la démocratie en vue de bénéficier de leur savoir faire et de leur contribution multiforme pour résoudre ces difficultés de fréquentation.

2.1.4.4.4 Au niveau du conseiller scolaire de la Préfecture

- Parmi les problèmes qui minent l'école à Konni on retient :
- Le retard dans le paiement des pécules et des salaires
- La corvée d'eau des enfants suite à la raréfaction de l'eau
- La fixation souvent à la hausse des cotisations des Coges (comité de gestion des établissements scolaires) que les enfants n'arrivent pas à payer et qui nécessitent leur renvoi temporaire et l'opportunité pour les parents de garder encore plus longtemps leurs enfants à la maison
- Le manque de suivi des élèves
- L'absence de responsabilité des parents
- La pauvreté des parents
- La pauvreté qui entraîne l'absence de solidarité et partant le manque de tuteurs pour les enfants qui viennent des zones rurales pour poursuivre leurs études dans les collèges des zones urbaines

Tous ces problèmes combinés aux travaux des enfants garçons comme filles requièrent les propositions de solutions ci – après :

- Doter chacun des enfants élèves d'un kit scolaire
- Recenser les enseignants disponibles qui sont prêts à renforcer la capacité d'apprentissage des élèves retardataires victimes d'absentéisme scolaire
- Concevoir des sketches portant sur les méfaits de l'absentéisme des élèves et son incidence négative sur l'école, le système éducatif en particulier et le développement du pays en général pour sensibiliser les parents d'élèves et les élèves
- Alphabétiser les femmes pour mieux faire passer l'intérêt de la recherche et de l'acquisition du savoir pour tout peuple qui veut se « développer » et toute société qui veut « s'épanouir »

2.1.4.4.5 Au niveau Associations des droits de l'homme, de l'enfant et de la démocratie

Deux associations l'ANDDH (Association des droits de l'homme et de démocratie) et l'INDDH (Initiative des droits de l'homme et de la démocratie) ont pu être approchées. Elles ont selon elles animé des émissions radiophoniques pour sensibiliser la population sur le phénomène de mauvaise fréquentation scolaire des enfants et leur emploi sur les parcelles. Elles ont également organisé des séminaires et fait des déclarations pour informer les autorités administratives et coutumières.

Puisque selon elles la population de Konni a de l'aversion pour l'école, elles préconisent comme solution durable d'organiser des sessions de formation à l'intention des autorités coutumières (chefs de canton et de villages), des leaders d'opinion, les autorités municipales et des producteurs

2.1.4.4.6 Au niveau des producteurs (y compris les présidents et les membres des deux coopératives)

Mettre en place un projet ou un programme de financement et de soutien des activités des producteurs pour leur permettre d'engager au cours des deux (2) campagnes de culture des salariés (jeunes garçons et adultes) capables de remplacer sur les parcelles des périmètres les élèves

- Prévoir la création des centres de formation de jeunes ou le placement des jeunes dans des ateliers de couture pour les jeunes filles ou des ateliers de soudure, de mécanique, de menuiserie, de vulcanisation et d'électricité bâtiment et/véhicule pour jeunes filles et garçons
- Organisation des sessions de formation en alphabétisation des producteurs afin de créer un éveil de conscience et de les amener à faire la différence entre les intérêts particuliers d'un individu et l'intérêt général de la société toute entière
- Organisation des sessions de sensibilisation à l'intention des producteurs sur la nécessité de les voir s'engager librement à renoncer à l'emploi des jeunes scolaires sur les parcelles des périmètres.

2.1.4.5 Au niveau National

L'engagement des autorités nigériennes à lutter contre la traite des personnes s'est traduit au plan régional et international par la ratification et la signature de la quasi-totalité des conventions et textes internationaux et régionaux de protection des droits humains ou relatifs à la traite des êtres humains (voir en annexe la liste des instruments juridiques, internationaux et régionaux contraignant pour Niger en matière de lutte contre la traite des personnes).

Mesures prises par le gouvernement Nigérien au niveau national

Au niveau interne la Constitution du 15 Novembre 2010 a consacré le principe du respect de la dignité humaine dans sa globalité et sa diversité et a interdit toute discrimination fondée sur la race, le sexe, l'origine ethnique, régionale, ou sociale et ses considérations de culte, de la pensée ou de l'opinion. La dite loi suprême de l'Etat renvoie à la loi pénale la sanction des agissements individuels et/ ou collectifs qui violent les droits humains fondamentaux.

En application des dispositions de l'article 5 du protocole additionnel de à la CTO, le Niger s'est doté le 16 Décembre 2010 d'un texte spécial sur la traite, l'ordonnance 2010-086 du 16-12-2010 relative à la lutte contre la traite des personnes.

Les objectifs de cette ordonnance sont :

- Prévenir et combattre la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants au Niger
- Protéger, soutenir, et assister les victimes en faisant respecter leurs droits fondamentaux
- Punir les trafiquants pour toute infraction relative à la traite ;
- Faciliter la coopération entre Etats Parties du Protocole de Palerme

Ce texte incrimine la traite des personnes et crée outre un fonds national d'indemnisation des victimes de la traite, deux structures de lutte contre la traite des personnes à savoir :

- La commission Nationale de coordination de lutte contre la traite des personnes (CNCLTP)
- Et l'Agence Nationale de lutte contre la traite des personnes (ANLTP).

En 2012 deux décrets (n°2017-082/PRN/MI et 2012-083/PRN/MI) ont été adoptés respectivement pour déterminer l'organisation, la composition et les modalités de fonctionnement de la CNCLTP et de l'ANLTP. La CNCLTP est ainsi désignée comme l'organe d'impulsion, de conception, et d'élaboration des politiques et programmes relatifs à la prévention de la traite des personnes tandis que l'ANLTP est chargée comme structure opérationnelle d'exécution de la mise en œuvre du plan d'action national des politiques et stratégies nationales adoptées par la CNCLTP

Plan d'actions

- Le plan d'actions de lutte contre la traite des personnes permet au gouvernement de satisfaire à quatre exigences majeures :
- La première exigence résulte de l'adhésion de notre pays à la convention des nations unies contre la criminalité transnationale organisée dite Convention de Palerme et à son protocole additionnel ;
- La seconde découle de notre appartenance à la communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ;
- La troisième est une conséquence des relations bilatérales ou multilatérales que le pays se doit d'établir ou entretenir dans le cadre du renforcement de la coopération et du partenariat en matière de lutte contre la traite des personnes
- L'exigence qui tient de l'exécution de ces obligations internes, tendant à garantir la sécurité et la dignité des personnes vivant sur notre territoire

La CNCLTP dans le cadre d'une démarche pluridisciplinaire et intersectorielle associant tous les acteurs a organisé du 6 au 8 juin 2014 un atelier qui a réuni à Niamey les représentants des structures étatiques, des ONG internationales, des ONG nationales et de la société civile, provenant des régions et départements les plus affectés et qui a permis la validation du présent outil qui a été officiellement adopté par décret N° 2014- 488/PRN/ du 22 Juillet 2014 portant adoption du document de « Plan d'actions National de Lutte contre la Traite des Personnes ».

Les axes stratégiques de la lutte sont les suivants :

Amélioration du cadre juridique et institutionnel

Cet axe fait référence aux changements nécessaires à apporter au cadre juridique et institutionnel pour être en accord avec les standards internationaux et permettre la mise en place des différentes actions

Renforcement du dispositif de Prévention de la traite

La prévention est un élément clé qui se retrouve aussi bien dans le protocole de Palerme que dans l'ordonnance 201-86 du 16 Décembre 2010. Ainsi cet axe comprend des politiques et programmes relatifs à la prévention de la traite qui ont pour but de réduire les risques récurrents et les vulnérabilités à la traite

Promotion de l'assistance et prise en charge des victimes

Cet axe englobe les actions relatives à l'assistance et la protection des victimes. Les actions qu'il comporte se basent sur les principes des Droits de l'Homme et prennent en considération les préoccupations relatives à l'identification des victimes, L'assistance immédiate, le statut de résidence, la réhabilitation, le retour et la réintégration des victimes

Intensification de la répression

Cet axe comprend les mesures à prendre pour s'assurer que les enquêtes sont menées de manière proactive, c'est-à-dire systématiquement dès la survenance d'un cas. En outre y sont prévues les mesures qui sont de nature à garantir l'engagement des poursuites et le jugement des affaires de manière efficiente et efficace

Renforcement de la coopération et du partenariat

La traite est un phénomène qui nécessite une réponse multidimensionnelle qui va au-delà des frontières d'un seul pays. De ce fait cet axe indique des actions relatives à la coopération judiciaire et l'échange d'informations en proposant le partenariat et la mise en réseau des différents acteurs œuvrant dans les pays concernés

Suivi et évaluation

Pour une lutte efficace, il importe que les activités inscrites dans le plan d'actions soient régulièrement suivies et évaluées. D'où l'intérêt de cet axe essentiellement consacré aux actions de suivi et évaluation du plan quinquennal

2.2 Conclusions du Constat et Recommandations

2.2.1 Constats :

Il ressort à l'issue des différentes investigations de terrain faites sur Konni et la zone du projet que le travail des enfants constitue le principal risque de traite de personnes sous la forme d'exploitation économique et sexuelle lié au projet et plus particulièrement le cas des enfants scolarisés (filles et garçons).

Mais cette traite malgré son caractère répréhensible avec l'existence des textes juridiques et législatifs et administratifs qui la sous-tendent fait rarement l'objet de poursuites car les membres de la société qui sont les principales accusatrices et victimes ne sont pas prêtes à soutenir ses poursuites et encore moins à les accompagner.

En effet comme l'a si bien indiqué la CNCLTP la traite des personnes existe au Niger « mais difficile à éradiquer en raison de la combinaison de nombreux facteurs contribuant au développement du fléau tels que les survivances de certaines pratiques culturelles ou coutumières, la pauvreté endémique, l'analphabétisme. L'enclavement et la position charnière du pays, son immensité et la porosité de ses frontières. La modicité des moyens de l'Etat..., la traite des personnes constitue une préoccupation majeure des autorités nationales ».

Certes des lois, des conventions, des textes internationaux et régionaux de protection des droits humains ou relatifs à la traite des êtres humains ont été ratifiés et signés, des avancées significatives ont été enregistrées et accomplies dans divers domaines de la traite des personnes(notamment la répression de l'esclavage, des transporteurs, des passeurs, des personnes auteurs et co-auteurs animant les réseaux de migration, de prostitution des jeunes femmes, enfants, filles et garçons dans des trafics de personne en tout genre) mais beaucoup d'efforts restent encore à fournir avant l'éradication totale du phénomène. C'est pourquoi à l'issue de l'enquête qui a été réalisée et compte tenu des constats qui y ont été rapportés relatifs à la manifestation de cette traite des recommandations ci-après ont été formulées dans le cadre de l'atténuation voire de l'éradication de la traite des personnes:

2.2.2 Recommandations en vue de l'atténuation des risques de traite des personnes

2.2.2.1 Concernant les responsables scolaires

- Prendre des mesures adéquates et négociées afin que les enseignants dotés d'une responsabilité sociale parmi les enseignants (chef de village ; responsable syndical ; fils de notable religieux ou de leader d'opinion, capables d'influencer et de dissuader les parents d'élèves à laisser venir leurs enfants à l'école) pour qu'ils soient nommés à des postes de sensibilisation scolaire dans leur propre milieu.
- Amener les autorités du pays à partir des finances publiques ou à travers des protocoles d'accord ou des conventions de partenariat à signer avec les projets et ONG afin de doter chacun des enfants élèves de la zone du projet de réhabilitation du périmètre de Konni **d'un kit scolaire**
- Recenser les enseignants disponibles qui sont prêts à renforcer la capacité d'apprentissage des élèves retardataires victimes d'absentéisme scolaire
- Concevoir des sketchs portant sur les méfaits de l'absentéisme des élèves et son incidence négative sur l'école, le système éducatif en particulier et le développement du pays en général pour sensibiliser les parents d'élèves et les élèves

- Alphabétiser les femmes pour mieux faire passer l'intérêt de la science, de la recherche et de l'acquisition du savoir pour tout peuple qui veut se « développer » et toute société qui veut « s'épanouir »

2.2.2.2 Concernant les Producteurs (y compris les présidents des coopératives et leurs membres)

- Mettre en place un projet ou un programme de financement et de soutien des activités des producteurs pour leur permettre d'engager au cours des deux (2) campagnes de culture des salariés (jeunes garçons désœuvrés, chômeurs et adultes) capables de remplacer sur les parcelles des périmètres les élèves. Sinon demander aux parents qui ne peuvent pas se passer des contributions de leur progéniture, de faire l'effort pour les employer seulement les samedi et dimanche jours de repos des élèves
- Prévoir et encourager la création des centres de formation de jeunes ou le placement des jeunes dans des ateliers de couture pour les jeunes filles ou des ateliers de soudure, de mécanique, de menuiserie, de vulcanisation et d'électricité bâtiment et/véhicule pour jeunes filles et garçons
- Organisation des sessions de sensibilisation à l'intention des producteurs sur la nécessité de les voir s'engager librement à renoncer à l'emploi des jeunes scolaires sur les parcelles des périmètres.

La facilitation de l'accès et l'octroi de crédits aux producteurs de ces zones concernées en vue de leur permettre :

- d'acquérir de matériels et de machines de travail performants (pour le labour et le sarclage etc..) pour mettre en valeur efficacement leurs exploitations et en respectant dans le temps les itinéraires techniques
- D'organiser des sessions de formations pour les aider à s'organiser pour commercialiser efficacement leurs produits agricoles
- De formuler des commandes groupées concernant leur approvisionnement en vue de disposer d'engrais, de semences et de désherbants de qualité
- De procéder en temps utile et en parfaite adéquation avec le calendrier cultural au recrutement d'employés « autres » que les scolaires

2.2.2.3 Concernant les Associations des droits de l'homme, de l'enfant et de la démocratie

- Organiser et animer des émissions radiophoniques sous forme de débats sur le phénomène de la mauvaise fréquentation scolaire
- Organiser des séminaires et faire des déclarations sur le travail des enfants afin d'informer la population sur les comportements des parents qui empêchent les enfants d'aller à l'école en les employant sur leurs parcelles.
- Puisque selon elles la population de Konni a de l'aversion pour l'école, elles (les associations de droit de l'homme) préconisent comme solution durable d'organiser des sessions de formation à l'intention des autorités coutumières (**chefs de canton et de villages**), des leaders d'opinion, les autorités administratives (**Préfet et leurs collaborateurs**) et municipales (**Maire et leurs collaborateurs**) et des producteurs

2.2.2.4 Concernant L'Etat et ses démembrements :

- Que l'Etat respecte ses engagements en octroyant et en mettant en place tous les moyens financiers, matériels et humains afin de rendre effective l'application des conventions et textes internationaux et régionaux de protection des droits humains ou relatifs à la traite des êtres humains.
- Que l'Etat mette à la disposition des deux structures créées dans le cadre de la lutte contre la traite des personnes notamment la CNCLP et l'ANCLP les moyens nécessaires en vue de leur redynamisation et de leur assurer un fonctionnement à la hauteur de leurs ambitions et qu'il veille aux moyens d'audits internes et externes au suivi et à l'accomplissement de leurs cahiers de charge

- Que l'Etat avec l'appui du MCC et d'autres bailleurs de fonds qui interviennent dans les zones où sévissent diverses formes de traite de personnes et surtout la traite des enfants scolaires et où se pratique l'agriculture commerciale notamment Tillabéri, Konni, et Diffa négocie des conventions de partenariat pour protéger l'enfance scolaire en détresse et prévoir à travers ces conventions de partenariat des kits scolaires pour tous les enfants nécessiteux issus de ces zones.

Tableau : Analyse de la sensibilité environnementale en rapport avec les enjeux liés aux risques sociaux

Enjeux	Zone du projet concernée	Niveau d'enjeu	Interrelation et Compatibilité avec le projet	Impacts potentiels	Mesures proposées	
				Phase Travaux Phase Exp.	Phase Travaux	Phase Exp.
<p>1. Développement Socio-économique de la zone de Konni avec la contribution de la culture irriguée</p> <p>2. Réalisation du Projet de Réhabilitation des périmètres de l'aménagement hydro-agricole afin de booster la production agricole</p> <p>3. La gestion de l'afflux de la population allochtone et autochtone à la recherche d'emplois dans le cadre du démarrage des travaux</p> <p>4. Présence prononcée dans la ville des enfants de la rue (mendiants, talibés et jeunes garçons désœuvrés venus tenter leur chance sur un marché de l'emploi ouvert</p>	<p>- Le site des périmètres et les villages riverains concernés par la mise en œuvre du projet où se déroulent les travaux</p> <p>- la commune urbaine de Konni</p>	Moyen	<p>1. Recrutement des ouvriers parmi les autochtones et les allochtones</p> <p>2. Implantation anarchique d'abris de fortune dans la périphérie de la commune urbaine de Konni et/ ou location désordonnée de maisons insalubres</p> <p>3. Extension et intensification de la demande d'actes sexuels d'où développement du marché de l'offre à travers la recrudescence de la prostitution formelle et clandestine</p> <p>4. Arrêt des déperditions scolaires de courte durée pendant la période des travaux</p> <p>5. Augmentation des déperditions scolaires pendant la phase exploitation dans l'ensemble des écoles des villages riverains et de la commune urbaine de Konni du fait du recrutement des élèves</p> <p>6. Recrudescence des vandales, des vols divers et autres agressions physiques</p>	<p>1. Recrutement important et Brassage de communautés de culture différente d'où désorganisation, déstructuration et dépravation des mœurs sociales</p> <p>2. Développement des maladies et infections sexuellement transmissibles parasitoses ; infections gastriques ; infections respiratoires)</p> <p>3. développement de la cohabitation de proximité et intensification des conséquences sociales et économiques qui en découlent petite criminalité (vols, vandales et agressions physiques) et autres grossesses non désirées d'où la multiplication des pratiques d'avortements clandestins et des infanticides</p> <p>4. stagnation des abandons temporaires des scolaires dans toutes les écoles des villages riverains et de la commune urbaine de Konni du fait de la concurrence exercée par la présence massive d'ouvriers (hommes et jeunes) étrangers à la recherche d'emplois</p>	<p>1. Appui à la réalisation d'une Campagne de dépistage systématique du SIDA et des MST/IST et autres maladies infectieuses et la mise sous traitement de toutes les personnes dont les tests et examens sont positifs</p> <p>2. Appui à l'organisation des réunions de sensibilisation de la population globale des autorités administratives, des partenaires de l'école et surtout des chefs traditionnels et des parents d'élèves</p> <p>3. Soutien financier et matériel aux services sociaux locaux, aux organisations de droits de l'homme et aux forces de l'ordre pour accompagner, encadrer les enfants de la rue et les talibés sans domicile fixe et sans tuteur légal en vue de leur éviter l'emprisonnement. Intempestif</p>	<p>1. Appui à la. Poursuite de la campagne de dépistage et de traitement des malades dépistés et potentiels</p> <p>2. Appui à la mise en place et à la planification des campagnes de sensibilisation à la radio, à la télévision à l'intention de la population et des sujets à risque que sont les prostituées formelles et clandestines les ouvriers des sites, les routiers, les migrants etc,</p> <p>3. Appui à l'Organisation des sessions d'alphabétisation à l'intention des malades et des ouvriers, ouvrières et producteurs illettrés en français</p> <p>4. apporter un appui aux parents d'élèves producteurs à travers l'octroi d'un kit scolaire aux élèves</p> <p>5. Faciliter l'accès au crédit des producteurs par la mise en place d'une caution bancaire ou la création d'un projet qui mettra à leur disposition un fonds de roulement</p> <p>6.. Appui à la conception des sketches portant sur les méfaits de la prostitution, de l'absentéisme des élèves, l'enfance de la rue et leur incidence négative sur la société, sur l'école, le système éducatif en particulier et le développement du pays en général afin de sensibiliser la population globale, les parents d'élèves et les élèves</p> <p>7. Prévoir la création des centres de formation de jeunes ou la prise en charge du placement des jeunes dans des ateliers de couture pour les jeunes filles ou des ateliers de soudure, de mécanique, de menuiserie, de vulcanisation et d'électricité bâtiment et/véhicule pour jeunes filles et garçons.</p> <p>8. Appui à l'organisation des sessions de formations pour aider les producteurs à s'organiser pour commercialiser efficacement leurs produits agricoles et d'initier et</p>

					<p>réaliser des commandes groupées concernant leur approvisionnement en vue de disposer d'engrais, de semences et de désherbants de qualité.</p> <p>9. Organisation des sessions de formation en alphabétisation des producteurs afin de créer un éveil de conscience et de les amener à faire la différence entre les intérêts particuliers d'un individu et l'intérêt général de la société toute entière.</p> <p>10. Organisation des sessions de sensibilisation à l'intention des producteurs sur la nécessité de les voir s'engager librement à renoncer à l'emploi des jeunes scolaires sur les parcelles des périmètres.</p>
--	--	--	--	--	--

3 LES RISQUES DE PERTES DE BIENS OU D'ACTIVITES LIES AU PROJET

3.1 Introduction

La réhabilitation du périmètre irrigué de Konni pourrait causer l'expropriation et/ou le déplacement de certaines personnes situées sur ou autour du périmètre.

Selon l'article 1er LOI N° n°61-37 du 24 novembre 1961 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire modifiée et complétée par la loi 2008-037 10 juillet 2008, l'expropriation est « la procédure par laquelle l'Etat peut, dans un but d'utilité publique et sous réserve d'une juste et préalable indemnité, contraindre toute personne à lui céder la propriété d'un immeuble.

Lorsque l'expropriation entraîne un déplacement des populations, l'expropriant est tenu de mettre en place un plan de réinstallation des populations affectées par l'opération.

Selon les dispositions de la loi N° n°61-37 du 24 novembre 1961 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire modifiée et complétée par la loi 2008-037 10 juillet 2008, lorsque l'expropriation entraîne un déplacement de populations, le processus d'indemnisation des personnes affectées par l'opération, se base sur les principes suivants :

- les personnes affectées, y compris celles du site d'accueil sont consultées et participent à toutes les étapes du processus d'élaboration et de mise en œuvre des activités de réinstallation et d'indemnisation ;
- les activités de réinstallation sont conçues et exécutées dans le cadre d'un plan de réinstallation soutenu par un programme de développement local offrant suffisamment de ressources d'investissement aux personnes affectées par l'opération ;
- toutes les personnes affectées sont indemnisées sans discrimination de nationalité, d'appartenance ethnique, politique, religieuse, culturelle ou sociale ou de genre. L'indemnisation et la réinstallation doivent être équitables, transparentes et respectueuses des droits humains des personnes affectées par l'opération ;
- les personnes affectées sont indemnisées au coût de remplacement sans dépréciation, avant la prise de propriété des terres et des biens.

En fonction des types pertes subies, les méthodes d'estimation sont les suivantes:

- pour les infrastructures, équipements et biens communautaires, l'opération prend directement en charge leur remplacement à neuf suivant les normes nationales et compensées de façon à ce que leur quantité et qualité ne diminuent ;
- pour les concessions, habitations, bâtiments ou autres structures, tels que les cuisines, latrines, hangars, puits ou clôtures, l'indemnisation est basée sur le remplacement. Ainsi, tout bâtiment perdu est reconstruit sur le site d'accueil dans des matériaux de qualité équivalente sans dépréciation ;
- pour les cultures, l'indemnisation se fera au prix du marché en période de soudure ;
- pour les revenus d'activités commerciales perdus et ceux liés aux activités temporaires pour la période comprise entre le déplacement et la réinstallation, l'indemnisation sera basée sur un forfait ;
- pour les pêcheurs traditionnels, les éleveurs pour la perte de pâturage et de point d'eau, l'indemnisation sera basée sur le manque à gagner fixé par consensus ;
- pour les bâtiments privés plus sophistiqués, tels que les hôtels ou autres, l'indemnisation sera basée sur une estimation au cas par cas ;

- pour la perte de parcelles de terre, l'approche d'indemnisation consiste à privilégier les compensations en nature dans la mesure du possible. Pour les terres qui ne sont pas totalement compensées en nature, elles le sont en espèces ;
- pour les arbres fruitiers ou non fruitiers, les pertes sont compensées en fonction de l'espèce et de sa productivité.

Aussi, l'indemnisation des personnes affectées par une opération est effectuée en nature, en espèces, et/ou sous forme d'assistance selon le cas de la manière suivante :

- en cas d'indemnisation en nature, l'indemnité peut inclure des éléments tels que les parcelles de terre, les habitations, les autres bâtiments, les matériaux de construction, les semences, les intrants agricoles et zootechniques, les moyens de production ;
- en cas de paiement en espèces, la compensation est calculée et payée dans la monnaie locale. Une provision est incluse dans le budget d'indemnisation pour l'inflation ;
- en cas d'assistance, les mesures d'accompagnement et de soutien économique peuvent notamment inclure des allocations de déménagement, le transport, l'assistance technique, la formation ou du crédit pour des activités génératrices de revenus.

En outre des normes et principes internationaux existent en matière d'expropriation et de déplacement des personnes. Dans le cadre de ce travail nous allons particulièrement appliqués les Normes de Performances de la Société Financière Internationale (SFI) pour la durabilité environnementale et sociale. Selon ces normes, la réinstallation involontaire désigne à la fois un déplacement physique (déménagement ou perte d'un abri) et le déplacement économique (perte d'actifs ou d'accès à des actifs donnant lieu à une perte de source de revenus ou de moyens d'existence) par suite d'une acquisition de terres et/ou d'une restriction d'utilisation de terres liées au projet. La réinstallation est considérée comme involontaire lorsque les personnes ou les communautés affectées n'ont pas le droit de refuser que l'acquisition de leurs terres ou les restrictions sur l'utilisation de leurs terres entraînent un déplacement physique ou économique. Cette situation se présente dans les cas suivants : (i) expropriation légale ou restrictions permanentes ou temporaires de l'utilisation des terres ; et (ii) transactions négociées dans lesquelles l'acheteur peut recourir à l'expropriation ou imposer des

La réhabilitation du périmètre selon l'option technique retenue va consister principalement à :

- la réhabilitation des barrages
- la réhabilitation des canaux dégradés
- la réhabilitation des pistes, des drains et des digues de protection
- l'aménagement des pistes d'accès au barrage de Mozagué et de Zongo
- Réhabilitation des pistes, des ouvrages de franchissement et des colatures
- Travaux de CES (physiques et plantations)

La réalisation de ces travaux va occasionner de déplacements physiques (déménagement ou perte d'un abri) et de déplacements économiques (perte d'actifs ou d'accès à des actifs donnant lieu à une perte de source de revenus ou de moyens d'existence) par suite d'une acquisition de terres et/ou d'une restriction d'utilisation de terres liées au projet.

Dans le cadre de ce travail, il sera d'abord présenté la situation des impacts sur le foncier consécutive à la réhabilitation et ensuite des propositions seront faites pour la compensation des victimes de déplacement, mais aussi pour l'amélioration des conditions de vie des populations de la zone du projet en particulier, de la région de Tahoua et du Niger de façon générale.

3.2 Etat de lieu des implications foncières consécutives à la réhabilitation du périmètre

3.2.1 les implications foncières de la réhabilitation des pistes d'accès aux barrages de Mozagué et de Zango, aux canaux dégradés

Pour faciliter l'accès aux barrages de Mozagué et de Zango et aux canaux (canal d'amenée, canaux principaux, secondaires et tertiaires) es anciennes pistes seront réhabilités :

- La piste qui mène au barrage de Mozagué d'une longueur de 5,33 km à partir de la RN1 à environ 20 km de Tsernaoua. La piste traverse deux villages Tounga Yacouba et Mozagué. Cette piste étant très étroite lors de la traversée du village de Tounga Yacouba, une piste de déviation sera construite sur une distance d'environ 1000 m. Sur la base de 3 m de largeur, l'emprise de la piste sera 0,03ha. a piste qui mène au Barrage de Zongo est longue de 4,69 km. Elle traverse un quartier de Tsernawa (Dakilawa) ; ensuite le village de Nadabar et en fin le village de Zongon Gabass. le tracé de cette piste sera maintenu sans incidence sur les terres agricoles et végétations riveraines
- Pour la réhabilitation du canal d'amenée, l'ancienne piste d'accès sera réhabilitée. Elle mesure environ 13.935 km. Du Barrage de Zongo, à la réserve tampon de Tiérassa cette réhabilitation va occasionner la destruction de plusieurs espèces végétales fruitières et sauvages et la perte des terres agricoles par certains agriculteurs ayant occupés l'ancien tracé de la piste. Des haies vives réalisées par les paysans sur une distance d'environ 2000 m linéaire seront également détruites
S'agissant des espèces végétales fruitières et sauvages qui seront détruites, l'étude a permis d'identifier :

Espèces végétales	Nombre	Observations
MANGUIER	73	<i>Dont une dizaine sont des jeunes plants qui n'ont pas encore commencé à produire. Tous les manguiers sont situés sur le tronçon barrage de Zongo-route RN1. De la RN1 à la réserve de Tierassa, il n'y a pas d'arbres fruitiers à détruire sur la piste à réhabiliter.</i>
AZADIRACHTA INDICA (NEEM)	1634	Espèce la plus dominante à détruire le long du canal. Ce sont des jeunes plans à plus de 60%. Cette espèce sert également de haie pour les jardins, sa destruction va exposer les exploitations aux effets de la divagation des animaux
PROSOPIS :	Superficie à calculer	Deuxième espèce la plus dominante à détruire le long du canal (elle s'est développée de façon très dense sous forme de broussaille en certains endroits)
PILIOSTIGMA RETICULATUM (KALGO)	38	<i>Dont beaucoup des jeunes plans sur le tronçon RN1-réserve de Tierassa,</i>

FAIDHERBIA ALBIDA (GAO)	16	Espèce en voie de disparition dans la zone
ACACIA NILOTICA (Bagaroua)	13	Espèce en voie de disparition dans la zone
BALANITES AEGYPTIACA	3	Espèce en voie de disparition dans la zone
EUCALIPTUS	3	
Terres de cultures (Moringa, Manioc, Mil, Sorgho)	Superficie à calculer	

- Sur le tronçon RN1-réserve de Tierassa du canal d'amenée, la réhabilitation de la piste va surtout occasionner la destruction des arbres non fruitiers dont AZADIRACHTA INDICA et PILIOSTIGMA RETICULATUM (KALGO). En outre, pour réduire l'impact des systèmes racinaires de certaines espèces végétales qui se sont développées sur le canal ou à proximité du canal un travail de dessouchage sera également réalisé le long du canal. Ce dessouchage concernera essentiellement les espèces sauvages.

Toujours sur cette partie du Canal, la piste passera à proximité du cimetière du village de Tounga Gouga, elle réduira les possibilités d'extension du cimetière..

- En ce qui concerne les terres agricoles qui seront détruites, les superficies qu'elles occupent sont estimées à 2,2 ha. Les cultures pratiques sont principalement le *moringa*, le *manioc*, le *Mil* et le *Sorgho*.

- Les pistes d'accès pour la réhabilitation du Canal Tête morte long de 392 m, le Canal Principal A long de 11, 500 km, le Canal Principal B long de 7, 275 km, le Canal Principal C long de 2, 990 km, le Canal Principal D long de 3, 350 km, les Canaux secondaires long de 26, 657 km, les Canaux tertiaires long de 112, 895 km la perte concerne surtout les espèces végétales forestières notamment *PILIOSTIGMA RETICULATUM (KALGO)*. Il existe cependant en certains endroits des espèces comme *FAIDHERBIA ALBIDA (GAO)*, *BALANITES AEGYPTIACA*, elles seront évitées lors des travaux de réhabilitation.

3.2.2 Les implications foncières de la réhabilitation du périmètre de Konni

Le périmètre de Konni couvre initialement une superficie de 3 000 ha, dont 2 452 irrigués. Le périmètre a été aménagé pour permettre une irrigation complémentaire en saison des pluies sur l'ensemble de la superficie et une irrigation complète en saison sèche sur 1 226 ha.

Mais le travail de cartographie des parcelles réalisé par le Cabinet ANTEA a fait ressortir une superficie totale du périmètre exploité en saison des pluies estimée à 2 569 ha. La superficie exploitée en saison sèche est estimée à 1 570 ha soit une différence respectivement de 117 ha et 370 ha.

Selon les conclusions de L'ONAHA présentées dans le rapport de ANTEA, les enquêteurs et enquêtrices d'Antea ont inclus au moment du levé des parcelles, les superficies des drains tertiaires et des pistes d'accès (qui sont dans la plupart des cas irrégulièrement mis en culture par les exploitants/tes).

En outre d'autre installations humaines occupent certaines parties notamment les colatures. L'enquête sur le terrain a permis de dénombrer les infrastructures suivantes qui peuvent être directement impactés lors de la réhabilitation ou de curage des colatures:

- 13 habitations en paillote : il s'agit des maisons occupées par des femmes venant du Nord de la région (Abalak, Tahoua, Tchintabaraden...) et dont les maris sont partis en exode au Nigéria. A partir du mois de mai, tous les habitants de ces paillotes retournent dans leurs zones d'origines. Ces maisons sont habitées par une centaine des femmes et des enfants ;
- 2 hangars ;

- 3 habitations construites en matériaux définitifs sur des lotissements réalisés par la Commune notamment le lotissement du quartier Mounwadata 1 et 2. Les propriétaires de ces maisons ont construits au-delà de la limite fixée par le lotissement empiétant ainsi la colature. 90 autres maisons sont à moins de 10 m de la coâture. Plus de 505 personnes habitent ces maisons. Les habitants des quartiers Mounwadata dispose de leurs actes de cession ;
- 100 kiosques : il s'agit ici des occupations provisoires octroyées par la commune de Konni moyennant une redevance ;
- 1 boutique de vente de Gaz domestique ; il s'agit ici aussi d'une occupation provisoire octroyée par la mairie;
- 3 boutiques en matériaux définitifs ;
- 4 Mosquée dont 2 en ciment, 2 sous formes de hangars en fer. Ces mosquées ont été construites par les propriétaires des Kiosques ;
- 2 garages de réparation de véhicules;
- 1 parking pour la vente d'automobile d'occasion il s'agit là aussi d'une occupation provisoire octroyée par la Mairie.
- 2 latrines construites par les propriétaires des Kiosques ;

C'est environ 830 personnes qui occupent cette partie du périmètre soit pour des raisons d'habitations ou à des fins commerciales dont 200 sont des femmes.

3.2.3 Etat de lieu des terres susceptibles d'être mises à la disposition des groupes vulnérables

L'étude réalisée par ANTEA a relevé l'existence sur le périmètre d'espaces qui peuvent être aménagés, et distribués aux couches vulnérables. Il s'agit de :

- Parcelles mises à la disposition de l'INRAN dont seulement 2 sur 11,34 hectares sont exploitées. Il ressort des entretiens avec l'ONHA que les 2 hectares sont suffisants à l'INRAN pour conduire ces travaux de recherche ;
- l'ancienne base-vie de l'entreprise WAZIR qui a conduit les travaux d'extension du périmètre en 1982 d'une superficie d'environ 6 ha. Cet espace est aujourd'hui inexploité ;
- les parcelles mises la disposition de la Gendarmerie de 2 ha mais aujourd'hui litigieuse;
- les parcelles mises à la disposition de la prison civile actuellement en partie exploitées par les Gardes d'environ 9 ha;
- Les terres non aménagées à l'intérieur du périmètre (exemple espace au niveau du principale A) environ 33 ha; cet espace est actuellement exploité en hivernage par les propriétaires coutumiers initiaux;
- Etc.

C'est environ 60 ha qui peuvent être aménagés et distribué aux populations vulnérables notamment les femmes, les jeunes...

Sur la base de 0,25 ha par exploitant, c'est plus de 200 personnes supplémentaires qui peuvent profiter de la réhabilitation du périmètre.

3.2.4 Situation des conflits fonciers autour des barrages et sur le périmètre

3.2.4.1 La situation des conflits

La réussite et la durabilité des activités et investissement qui seront réalisés à Konni dans le cadre de la réhabilitation du périmètre irrigué sont conditionnées par la paix, la stabilité et la cohésion sociale dans le département.

Le Département de Konni et environnant a enregistré ces 10 dernières les conflits les plus meurtriers. Pour preuve, de 2011 à aujourd'hui la zone a enregistré 34 morts, plusieurs blessés et d'importantes pertes en matériels suite aux conflits fonciers :

- Quatre (4) morts dans la commune de Bazaga (villages de Djiko et Bazaga) le 7 novembre 2011 suite à un dégât champêtre,
- Dix (10) morts et 13 blessés ont été enregistrés dans la commune de Alléla suite également à un dégât champêtre causé par les éleveurs transhumants en 2014
- Vingt (20) personnes tuées, plusieurs dizaines de personnes blessées et des pertes en matériel 2016 à Bangui dans le Département de Madaoua (un département non loin de Konni) ;
- Etc.

Les conflits les plus fréquents enregistrés dans la zone comme l'indiquent les exemples ci-dessus et les études antérieures dans la zone notamment l'étude Baseline de ANTEA, l'étude réalisée par le cabinet CEFEP intitulée « *Etude sur l'analyse diagnostique de la gestion foncière dans les zones d'intervention du projet « appui à l'accès à l'eau pour la production agropastorale et l'amélioration de la résilience des producteurs »* » sont les conflits entre agriculteurs et éleveurs et sont liés aux dégâts champêtres souvent consécutifs à l'obstruction des couloirs de passage, l'accès aux résidus des cultures dans le périmètre...

Ensuite viennent les conflits entre les agriculteurs eux-mêmes du fait de non-respect des servitudes, c'est-à-dire des voies d'accès aux ressources ; Les litiges sur la propriété des champs ; des transactions foncières sans trace écrite ; les problèmes de limites des champs ; les problèmes d'héritage ; Les problèmes de gestion des biens fonciers des mineurs...

Les conflits entre les agriculteurs et les structures chargées de la gestion du périmètre : ces conflits sont surtout liés aux problèmes de paiement des redevances au niveau de ces parcelles c'est l'exemple de Botoro, Tabani et Massallata (source étude ANTEA) ; l'injustice dans la distribution ou le retrait des parcelles « *Plusieurs exploitants affirment avoir été lésés dans le retrait de leurs parcelles alors que d'autres continuent à garder les leurs sans paiement régulier* » (source étude ANTEA).

3.2.4.2 Les mécanismes de gestion des conflits fonciers ruraux

Selon l'article 149 de l'ordonnance 93-015 du 2 mars 1993 fixant les Principes d'Orientation du Code Rural, les différends qui opposent les opérateurs ruraux entre eux sont réglés conformément aux dispositions de la loi N°62-11 du 16 mars 1962 fixant l'organisation et la compétence des juridictions de la République du Niger (abrogée aujourd'hui par la loi organique n° 2004-050 du 22 Juillet 2004 fixant l'organisation et la compétence des juridictions en République du Niger) et celles de la loi N°63-18 du 22 février 1963 fixant les règles de procédure à suivre devant les justices de paix statuant en matière civile et commerciale.

Toutefois, la procédure judiciaire doit obligatoirement être précédée d'une tentative de conciliation des conflits par les autorités coutumières. Le résultat de la conciliation coutumière est consigné dans un procès-verbal comme indiqué ci-dessus :

- **Les chefs traditionnels**
 - Chef de village ou de tribu

Ils sont compétents pour concilier les ressortissants du village ou de la tribu, partie à un conflit. Les chefs de village ou de tribu sont le plus souvent assistés de l'autorité religieuse lors de la conciliation. Si la conciliation est acceptée par les parties, le conflit est considéré comme réglé. En cas d'échec de la première tentative de conciliation, le chef peut renvoyer les parties au niveau du chef de canton ou du groupement

En cas de réussite de la conciliation, le chef établit un procès-verbal de conciliation signé par les parties et les témoins. Selon l'article Article 18 de la loi 2015-01 du 13 janvier 2015 portant statut de la chefferie traditionnelle au Niger, les procès-verbaux de conciliation signés par les parties peuvent être revêtus de formule exécutoire par la juridiction compétente à la diligence d'une des parties.

- Chef de canton, de groupement

Ces autorités sont compétentes pour traiter des affaires relevant de leur entité notamment les conflits liés à l'exploitation des ressources naturelles lorsque l'autorité coutumière inférieure échoue dans sa tentative de conciliation.

Ainsi, en cas d'échec de la tentative de conciliation, le chef de village ou de tribu établit un procès-verbal de non-conciliation et renvoie les parties devant le chef de Canton ou de groupement.

Celui-ci tente également une conciliation en présence de sa cour et des témoins, en cas de succès il établit un procès-verbal de conciliation.

Si les différentes tentatives de conciliation ont échoué, le chef de canton ou de groupement ou les parties saisissent le juge du droit commun.

- **Autorité judiciaire**

- Tribunal d'instance et Tribunal de grande instance

Les tribunaux d'instance et de grande instance sont compétents en matière de conciliation et de jugement des conflits conformément aux dispositions applicables. Ils interprètent les lois et les coutumes et sont chargés de leur application.

En matière coutumière, le Tribunal d'Instance est la juridiction de premier degré. Il est loisible à la partie qui se sent lésée suite à une décision rendue par ce dernier de faire appel devant le tribunal de Grande instance, juridiction d'appel des décisions rendues en matière coutumière par les Tribunaux d'instance.

Ces deux degrés de juridiction statuent en matière coutumière (litiges champêtres, succession...) en formation collégiale composée d'un juge professionnel et de deux assesseurs coutumiers de la coutume des parties en litige.

Dans les faits, ces derniers ne sont autres que des marabouts locaux, choisis par arrêté ministériel et rémunérés par l'Etat. Les assesseurs coutumiers n'ont qu'une voix consultative car le juge n'est pas lié par leur avis lors de la prise de décisions.

- Juge de cassation

Il s'agit de la chambre judiciaire de la Cour Suprême. Le justiciable qui n'est pas satisfait de la décision du juge d'appel peut la contester devant cette chambre par un pourvoi en cassation. La cour n'examine pas les faits mais la manière dont le juge d'appel a appliqué la loi. Dans le cas où elle estime qu'il y a eu mauvaise application de la loi, elle casse la décision et la renvoie pour jugement devant la même juridiction mais autrement composée.

- Les Commissions paritaires de conciliation

Les parties en conflits peuvent aussi recourir aux commissions paritaires prévues par l'ordonnance n°2010-29 du 20 mai 2010 relative au pastoralisme. L'article 66 de cette ordonnance stipule que « à peine de nullité, les procédures de conciliation de litiges entre agriculteurs et éleveurs prévues par l'ordonnance 93-015 portant principes d'orientation du Code rural et les textes en vigueur portant statut de la chefferie traditionnelle doivent être portées devant des commissions paritaires de conciliation siégeant au niveau des villages, tribu, quartiers, groupement, canton, province ou sultanat ».

Les commissions paritaires sont présidées par le chef traditionnel du ressort et comportent en nombre égal des représentants des agriculteurs et des pasteurs : la représentation équitable au sein de cette commission est un gage pour éviter les abus dans la gestion du différend. La commission paritaire de conciliation fixe le montant planché des indemnisations compte tenu de l'étendue des dégâts et de la valeur marchande des pertes subies.

En cas d'échec devant une commission paritaire de conciliation, la conciliation se poursuit jusqu'au niveau de la commission de l'échelon de la chefferie traditionnelle la plus élevée du lieu.

▪ Autorités administratives

Certains justiciables en font recours au motif de l'inexistence ou de l'éloignement des juridictions dans certaines localités.

En réalité, les autorités administratives de par la législation en vigueur ne disposent pas de pouvoir de conciliation. Cependant, durant le premier régime d'exception (1974 – 1989), le pouvoir avait dessaisi les autorités judiciaires compétentes pour attribuer cette fonction de conciliation aux autorités administratives par simple circulaire.

Cependant il faut noter que la législation en vigueur ne donne cette compétence qu'aux seules autorités coutumières et judiciaires.

▪ Les structures du Code Rural

Dans le cadre de la gestion des conflits fonciers ruraux, les structures du Code Rural peuvent intervenir à travers :

- L'assistance aux autorités coutumières dans le remplissage des PV de conciliation ou de non conciliation ;
- L'information et sensibilisation sur la nécessité d'un règlement à l'amiable des conflits entre les parties ;
- La mise à disposition des preuves de droits de propriété sur des biens sécurisés, objet du conflit ;
- L'expertise pour l'évaluation des dégâts commis sur les cultures ou les sévices infligés sur le bétail ;
- La production d'un fond de carte sur le bien objet de conflit conformément aux dispositions de la loi organique n° 2004-050 du 22 Juillet 2004 fixant l'organisation et la compétence des juridictions en République du Niger en son article 92 « Sous peine de nullité, les décisions rendues en matière foncière doivent comporter la délimitation précise de l'objet du litige ».

En définitive, on peut retenir qu'il existe un dispositif bien organisé pour la gestion des conflits fonciers au niveau du périmètre. Il ne reste qu'à le valoriser et le rendre plus opérationnel. Cependant, les femmes n'ont pas un rôle particulier dans la gestion des conflits. Si un conflit impliquant une femme éclate, elle est en règle générale par son mari ou par ses parents hommes.

S'agissant des conflits liés à la mise en œuvre du PAR un mécanisme de gestion des plaintes est prévu dans le Cadre Politique de Réinstallation des Populations (CPRP). Ce dernier s'appliquera aux personnes affectées par le projet et constituera un moyen structuré de recevoir et de régler des préoccupations soulevées par un individu ou une communauté qui estime avoir été lésé par le projet.

3.2.4.3 Les structures en charge de la gestion du foncier

Les interventions en matière de sécurisation et d'aménagement du foncier sont en général le fait d'une multitude d'acteurs ou opérateurs. Ces intervenants relèvent d'une diversité de statuts : public, semi-public ou privé, personnes morales ou personnes physiques.

La multitude d'acteurs intervenant dans le domaine du foncier, la diversité de leurs logiques propres, la nature souvent contradictoire de leurs intérêts (opposition intérêt public/privé), constituent parfois des facteurs défavorables à une production spatiale et une gestion cohérente et rationnelle du foncier.

Dans le cadre de cette étude, l'analyse portera sur les structures du Code Rural, le Service de la Conservation de la propriété foncière et des droits fonciers, le Ministère en charge de l'urbanisme, les Communes et les autorités coutumières

- **Le Service de la conservation de la propriété foncière et des droits fonciers:**

Il est régi par la loi N° 2012-37 du 20 juin 2012 portant Code Général des Impôts (CGI) et l'arrête 0157 MF/DGI/DRHF/L/F du 29Avril2015 portant organisation des services centraux et déconcentrés de la Direction Générale des Impôts et fixant les attributions des responsables.

Il est chargé de l'émission des titres fonciers, de la tenue et de l'inscription au Livre foncier national, de la conservation des dossiers de propriétés inscrites et la collecte des taxes foncières.

La Conservation de la Propriété Foncière et des Droits Fonciers assure aux titulaires la garantie des droits réels qu'ils possèdent sur les immeubles soumis au régime de l'immatriculation.

Ce mode d'appropriation est régi par plusieurs textes dont principalement le décret du 24 juillet 1906, le décret du 26 juillet 1932 portant sur la réorganisation du régime de la propriété foncière en Afrique Occidentale Française et récemment l'ordonnance 93-015 du 2 mars 1993 fixant les principes d'orientation du Code Rural.

L'immatriculation s'applique aussi bien en zone rurale qu'en zone périurbaine et urbaine et est sanctionnée par la délivrance d'un titre foncier qui est définitif et inattaquable en justice.

La procédure est couronnée par la création dans les livres fonciers d'un titre de propriété dont copie est délivrée au propriétaire.

Néanmoins, cette procédure présente des limites, à savoir :

- le délai très long et la complexité de la procédure (de plusieurs mois à plusieurs années),
- le coût élevé de la procédure : la formule simplifiée à travers le Titre foncier Scheeda institué en 2006 coûte environ 200 000 FCFA, la procédure complète coûte au minimum 450 000 FCFA par le biais d'un notaire.
- le manque de transparence dans la procédure (la publicité foncière est faite dans le journal officiel de la république, non accessible aux populations locales).

Ces insuffisances des procédures de l'immatriculation foncière par rapport au contexte ne permettent pas aux populations les plus modestes d'accéder formellement à la propriété privée et/ou de sécuriser juridiquement le foncier constituant la base de leurs activités (élevage, agriculture, petit commerce, ...). C'est que fondamentalement, au-delà du fait que le titre foncier assure une très grande sécurité juridique, il vise aussi surtout à fiscaliser la propriété privée.

Afin de réadapter cette situation au contexte tout en mobilisant des ressources financières internes, l'Etat a conçu en 2006, un autre type de titre foncier dénommé titre « Sheeda » qui veut dire « témoin » ou « titre simplifié ».

La différence de ce « titre » avec l'ancien réside non seulement dans son coût moindre et sa procédure théoriquement moins longue, mais aussi en ce qui concerne son « opposabilité » à l'intérêt collectif, puisqu'il cohabite avec l'ancien titre foncier sans avoir le plein statut.

Ainsi, selon les services des domaines et de la conservation foncière, il est enregistré 800 titres fonciers par an depuis l'instauration du titre Sheeda par la loi de finances 2006, alors que ce taux était en moyenne de 200/an auparavant.

En dépit des avantages certains en terme de la sécurisation procurée par cette procédure administrative, son coût reste toujours élevé et donc quelque peu inaccessible pour les populations les plus pauvres.

- Les structures du Code Rural

Le dispositif institutionnel de mise en œuvre du Code Rural repose sur un ensemble d'institutions publiques mises en place pour la conception et l'application de la politique foncière, du niveau national au niveau du village ou de la tribu.

Il s'agit du Comité National du Code Rural, du Secrétariat Permanent National, des Secrétariats Permanents Régionaux, des Commissions foncières départementales (Cofodép), des Commissions foncières communales (Cofocom) et des Commissions foncières de base (Cofob).

Elles interviennent dans :

- L'élaboration des textes législatifs et réglementaires relatifs à la gestion des ressources foncières et naturelles et l'information et la sensibilisation des populations sur ces textes ;
- la sécurisation foncière des populations à travers la délivrance des actes fonciers, l'accompagnement des propriétaires fonciers et exploitants en cas d'expropriation pour cause d'utilité publique afin de veiller à ce qu'ils soient indemnisés de façon juste et préalable conformément aux dispositions juridiques en vigueur notamment la loi 61-37 du 24 novembre 1961 réglementant l'expropriation pour cause d'utilité publique et l'occupation temporaire modifiée et complétée par la loi 2008-037 du 10 juillet 2008 ;
- La conduite du processus de sécurisation (identification, délimitation, matérialisation et inscription au dossier rural) des ressources partagées (couloirs de passage, aires de pâturage, forêts, points d'eau, aires de repos des animaux, etc.) et du contrôle de leur mise en valeur ;
- L'élaboration des Schéma d'Aménagements Fonciers (SAF) : Institué par l'ordonnance 93-015 du 2 mars 1993 fixant les Principes d'Orientation du Code Rural, le SAF est un document cadre dont l'objet est de « préciser les espaces affectés aux diverses activités rurales ainsi que les droits qui s'y exercent ». Le SAF vise à organiser de façon consensuelle les espaces ruraux en tenant compte de leurs statuts (public, privé, communautaire), leurs vocations (agricole, pastorale, forestière, piscicole,...) et des droits rattachés (droit de propriété, droit d'usage...).
- L'appui aux autorités coutumières et judiciaires dans la gestion des conflits fonciers ruraux ;
- Etc.

Dans le Département de Konni, la situation de la mise en places des structures du Code Rural pour assurer la sécurisation foncière et la prévention des Conflits est la suivante :

Sur les 20 villages et quartiers concernés directement par le périmètre, 9 disposent de leurs Cofob installées en 2007 et 2010. Il s'agit de :

- Massallata,
- Boulkié,
- Dibissou,
- Tchiérassa Mango,
- Tchiérassa Gouné,
- Kaoura village,
- Tagajia,
- Matankaroua,
- Dagarka.

Au niveau des Communes, les Cofocom de Konni et Tsernaoua ont été installées et équipées en 2013.

La Cofodep a été installée en 2001. Elle dispose d'un local propre et d'un véhicule mais en mauvais état.

L'analyse de la fonctionnalité de ces institutions, réalisée à l'issue de la mission de terrain sur la base des critères définis par le Code Rural fait ressortir les constats suivants :

- Toutes les Commissions Foncières (Cofodep, Cofocom et Cofob) disposent de leurs arrêtés de création et nomination des membres ;
- La Cofodep et les deux Cofocom disposent de leur règlement intérieur ;
- Aucune de ces Cofo ne tient des réunions ordinaires tel que fixé par le règlement intérieur ;

- La Collégialité dans la prise de décision n'est pas de mise. En effet, certains acteurs clés notamment les femmes, les jeunes, les représentants des organisations des producteurs ne sont impliqués dans les prises de décision ;
- Seule la Cofodep dispose un plan d'action, établi et délivre des actes de sécurisation foncière, est sollicité par les autorités judiciaires et coutumières pour apporter son expertise dans la gestion des conflits fonciers, organise des missions de contrôle de mise en valeur, élabore des rapports d'activités qu'elle envoie au Secrétaire Permanent Régional du Code Rural de Tahoua ;
- Des 9 cofob installées, seule celle de Massalata arrive à réaliser des activités de sécurisation, toutes les autres sont en léthargie ;
- Les Commissions Foncières notamment des villages souffrent d'un problème de capacité. En effet, à l'exception des Cofob de Massalata, Tchyrassa Gouné et Kaoura village toutes les autres n'ont reçu que la formation de base lors de leurs installations. Aussi,elles ne disposent d'équipement de base nécessaire à leurs activités.

Pour toutes ces raisons, ces commissions foncières ne mènent pas à bien leurs activités de sécurisation foncière et de prévention des conflits. D'où les conflits récurrents, qui malheureusement causent des dégâts importants et parfois des morts d'hommes.

Le tableau ci-dessous présente la composition, les attributions et les modes de fonctionnement des structures du Code Rural intervenant sur le périmètre irrigué.

Structure (niveau)	Composition	Attributions	Fonctionnement	Références juridiques	Observations
Cofob (village et tribus)	<ul style="list-style-type: none"> Le Président (Le chef de village ou de tribu) ; Le Secrétaire ; Un représentant des agriculteurs ; Deux représentants des éleveurs dont un transhumant le cas échéant ; Un représentant des autres exploitants de ressources naturelles dont les exploitants de bois, les chasseurs, les pêcheurs, etc. ; Deux représentantes des femmes ; Un représentant des jeunes ruraux. Un trésorier. 	<ul style="list-style-type: none"> L'information et la sensibilisation des populations du village ou de la tribu par la vulgarisation des textes du Code Rural ; L'assistance aux chefs de village ou de tribu dans la délivrance d'actes de transactions foncières ; L'assistance aux chefs de village ou de tribu dans le remplissage de procès-verbaux de conciliation de conflits ; Le contrôle de mise en valeur des ressources naturelles rurales du village ou de la tribu ; La conduite du processus de sécurisation impliquant l'identification, la délimitation et la matérialisation des ressources partagées dont les couloirs de passage, les aires de pâturage, les forêts, les points d'eau, les aires de repos des animaux, etc. ; La publicité foncière. 	Un arrêté du maire de la commune constate la composition et l'installation effectives de la commission foncière de base ;	Arrêté N°098 du 25 novembre 2005 portant organisations, attributions et modalités de fonctionnement des Commissions foncières des Communes, villages et tribus.	<p>9 sur les 20 villages concernés par le périmètre disposent de leurs commissions de base mais, mais seule la Cofob de Massalata est opérationnelle. 2 Cofobs sont équipées (Tchyérassa Gouné et Kaoura village)..</p> <p>Les femmes et les jeunes sont présents au sein des Cofob conformément aux textes en vigueur, mais mal représentés pour pouvoir défendre les intérêts des femmes et des jeunes : Il ont un problème d'organisation et de prise de conscience sur leurs rôles au sein de ces structures.</p>
Cofocom (commune)	<ul style="list-style-type: none"> Le Président (Maire) ; Le Secrétaire Permanent ; Les conseillers communaux, autres que le maire, dont une femme à raison de trois conseillers (3) pour les communes de 11 à 20 conseillers et quatre conseillers (4) pour les communes de plus de 20 conseillers ; Les chefs de services techniques ayant, sur le territoire de la commune, 	<ul style="list-style-type: none"> L'information et la sensibilisation des populations de la commune par la vulgarisation des textes du Code Rural ; La tenue du dossier rural de la commune en rapport avec la commission foncière départementale ; La conduite du processus de délivrance de titres fonciers en rapport avec la commission foncière départementale ; 	<ul style="list-style-type: none"> Le budget de fonctionnement de la commission foncière communale est constitué des contributions de l'Etat, des collectivités territoriales, des partenaires 	Arrêté 098 du 25 novembre 2005 portant organisations, attributions et modalités de fonctionnement des Commissions foncières des	Les deux communes disposent de leurs commissions foncières Communales installées et équipées en 2013. La Cofocom

	<p>compétence sur les domaines suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - L'agriculture - L'élevage - L'environnement - L'hydraulique - Le génie rural - L'aménagement du territoire - Le développement communautaire - Le cadastre - Les affaires domaniales - L'alphabétisation - Le développement social - La promotion de la femme. - Les chefs de canton ou de groupement ayant compétence sur l'espace communal ; <ul style="list-style-type: none"> ▪ Un représentant des agriculteurs ; ▪ Deux représentants des éleveurs dont un transhumant le cas échéant ; ▪ Deux représentantes des femmes ; ▪ Un représentant des jeunes ruraux ; ▪ Un représentant des exploitants de bois ; ▪ Un représentant des comités de gestion des points d'eau 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ La mise en place et l'encadrement des commissions foncières de villages et de tribus ; ▪ Le contrôle de mise en valeur des ressources naturelles rurales de la commune ; ▪ La conduite du processus de sécurisation (identification, délimitation, matérialisation et inscription au dossier rural) des ressources partagées (couloirs de passage, aires de pâturage, forêts, points d'eau, aires de repos des animaux, etc.) et du contrôle de leur mise en valeur ; ▪ La contribution au processus d'élaboration du Schéma d'Aménagement Foncier de la Région ; ▪ La délivrance de contrat de concession rurale sur les terres du domaine public et privé ; ▪ La délivrance d'attestation de droit d'usage prioritaire sur les terroirs d'attache des pasteurs, en rapport avec la commission foncière départementale. 	<p>techniques et financiers ainsi que des produits de ses activités.</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Un arrêté du préfet du département constate la composition et l'installation effectives de la commission foncière communale. ▪ Un règlement intérieur précisant les modalités de fonctionnement de la commission foncière communale sera élaboré et adopté par la commission foncière au cours de ses premières assises. Le règlement intérieur est validé par un arrêté du maire, président du conseil communal. 	Communes, villages et tribus)	de Konni est plus dynamique
Cofodep (Département)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le Président (Préfet) ▪ le Secrétaire permanent du Code Rural ; ▪ les chefs des Services Techniques départementaux ci-après : <ul style="list-style-type: none"> - Plan, - Environnement, - Faune, Pêche et Pisciculture, - Elevage, - Agriculture, - Cadastre et Domaine, - Génie Rural, 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'établissement et la conservation du Dossier Rural du département ; ▪ La Contribution à l'élaboration du Schéma d'Aménagement Foncier au niveau départemental ; ▪ la détermination du contenu de la mise en valeur des terres du département ; ▪ la procédure d'élaboration des concessions rurales pouvant conduire à l'acquisition d'un droit de propriété sur les terres concédées. ▪ La reconnaissance et à l'établissement du contenu des droits fonciers ainsi qu'à la 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les modalités de fonctionnement des commissions foncières seront déterminées par arrêté des Ministres chargés de l'Agriculture, de l'Élevage et de l'Environnement. 	<p>Ordonnance 93-015 du 2 mars 1993 fixant les principes d'Orientation du Code Rural</p> <p>Décret N° 97-008/PRN/MAG/EL du 10 janvier 1997 portant organisation,</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les textes régissant les Cofodep nécessitent une révision pour les adapter au nouveau redécoupage administratif et à la décentralisation ; ▪ Le département de Konni dispose d'une Cofodep

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ un représentant des autres services du département lorsque ils sont concernés par l'ordre du jour ; ▪ les autorités coutumières concernées par l'ordre du jour ; ▪ un représentant par groupe rural d'agriculteurs, d'éleveurs, de femmes et de jeunes ruraux ; ▪ toute personne dont la présence est jugée nécessaire. 	<p>transformation en droit de propriété des droits de concession rurale ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le contrôle de la mise en valeur des terres de l'arrondissement. Elle peut transférer à un tiers l'usage du sol non mis en valeur ; ▪ Etc 		attribution et fonctionnement des institutions chargées de l'application des principes d'orientation du Code Rural	installée en 2001. Elle dispose d'un local propre et d'un véhicule
SPR (Région)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ les représentants des services techniques chargés de : <ul style="list-style-type: none"> ▪ l'agriculture, ▪ l'élevage, ▪ l'environnement, ▪ la faune, ▪ la pêche et de la pisciculture, ▪ l'hydraulique, ▪ génie rural, ▪ l'aménagement du territoire, ▪ développement communautaire, ▪ cadastre et des domaines. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ la coordination et le contrôle de l'application et de la vulgarisation du Code Rural dans la Région ; ▪ la collecte, le traitement et la conservation des données nécessaires à l'élaboration du Schéma d'Aménagement Foncier à l'échelle régionale ; ▪ l'élaboration du Schéma d'Aménagement Foncier ; ▪ l'archivage au niveau régional des fichiers et des dossiers fonciers ruraux de chaque département ; ▪ l'appui méthodologique, la coordination et la synthèse des activités des Secrétariats Permanents départementaux et communaux et la transmission des rapports au Secrétariat Permanent National ; ▪ la supervision, l'encadrement et la coordination des activités des commissions foncières départementales. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le budget de fonctionnement du Secrétariat Permanent Régional est constitué des contributions de l'Etat, des collectivités territoriales et des partenaires techniques et financiers. ▪ Un arrêté du Gouverneur de région nomme les membres du Secrétariat Régional. 	Arrêté N° 013 /MDA/CNCR/SP du 19 Avril 2006 portant organisation, attributions et modalités de fonctionnement des Secrétariats Permanents Régionaux du Code Rural	Le SPR de Tahoua est installé en 2006. Elle dispose d'un local propre

❖ Les communes

Elles ont la mission d'organiser en liaison avec le Ministère de l'Urbanisme les opérations de lotissement ; ce qui sous-entend aussi les procédures d'expropriation et l'indemnisation des propriétaires fonciers.

Le conseil communal et le conseil des villes jouent un rôle important dans la gestion des terres rurales, périurbaines et urbaines, puisque tous les projets de planification et d'aménagement urbain est soumis d'abord à leur délibération.

En effet, pour organiser l'extension et le développement des villes, il est prévu l'élaboration pour chaque commune de son Plan Urbain de Référence (PUR) et de son Plan d'Occupation des Sols (POS).

Le Plan urbain de référence (PUR) est un document simplifié de planification urbaine qui fixe le cadre général de l'aménagement des territoires délimités à l'intérieur des périmètres d'urbanisation pour une période de quinze (15) ans, notamment en ce qui concerne l'extension et le réaménagement du tissu urbain existant. Il sert ainsi de référence pour la programmation des investissements urbains prioritaires.

Spécifiquement, le PUR : i) définit les directions préférentielles et les limites des extensions urbaines nécessaires à la croissance de la localité dans un horizon de quinze (15) ans ; ii) préconise les différentes actions et mesures à mener durant cette période en vue d'améliorer le cadre urbain existant et de répondre aux besoins nouveaux résultant de la croissance urbaine : habitat, infrastructures, équipements ; iii) définit le programme d'investissements urbains prioritaires à court terme (cinq ans) de la localité étudiée ; iv) délimite les périmètres d'intervention foncière à l'intérieur desquels sont entreprises diverses opérations d'urbanisme.

Le plan d'occupation des sols (POS) quant à lui fixe, dans la zone urbanisée du périmètre d'intervention foncière et dans le cadre des orientations du plan urbain de référence, les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols qui peuvent notamment comporter l'interdiction de construire.

Les Communes de Konni et de Tsernaoua ne disposent de ces outils d'aménagement et de planification.

C'est pourquoi, on a assisté autour et/ou sur le périmètre à la réalisation de plusieurs travaux avec des impacts fonciers soit autorisée par la Commune Urbaine de Konni ou l'insu de celle-ci. Il s'agit notamment de :

- la délivrance des autorisations d'occupations temporaires octroyées aux commerçants pour la construction des Kiosques, ces derniers ont à leurs tours engendrés la construction des mosquées, des latrines ;
- la réalisation des lotissements autour du périmètre notamment le quartier Mounwadata 1 et 2. La mission sur le terrain n'a pas retrouvé les documents de lotissement réalisée par la Commune Urbaine de Konni.
- la transformation des drains en en dépotoirs d'ordures solides et liquides ;
- la création des maisons en paillotte ;

❖ Les chefs traditionnels

Les chefs coutumiers (Sultan, Chefs de canton ou de groupement, chefs des villages ou des tribus) jouent un rôle important dans la gestion du patrimoine foncier au Niger. Ils sont régis par la loi 2015-01 du 13 janvier 2015 portant statut de la chefferie traditionnelle en République du Niger et l'ordonnance fixant les principes d'orientation du Code Rural avant toute procédure judiciaire, les conflits qui opposent les personnes physiques ou morales de droit privé sur une ou plusieurs ressources foncières naturelles doivent faire l'objet d'une procédure de conciliation préalable devant les chefs coutumiers.

A l'issue de la procédure les chefs traditionnels dressent un procès de conciliation ou de non conciliation.

Aussi, les chefs des villages en tant que président des Commissions foncières au niveau des villages, signent les actes de transaction (attestation de détention coutumière, attestation de donation, attestation de vente, contrat de location, contrat de gage coutumiers).

❖ Les structures de gestion des périmètres irrigués publics

Les structures de gestion des périmètres irrigués publics sont régies par la Loi 60-28 du 25 mai 1960 fixant les modalités de mise en valeur et de gestion des aménagements agricoles réalisés par la Puissance publique, le Décret N°2015-354/PRN/MAG du 10 juillet 2015 modifiant et complétant le décret N°2015-218/PRN/MAG du 18 avril 2015, portant approbation des statuts de l'Office National des Aménagements Hydro-Agricoles(ONAHA), l'arrêté N°063/MAGEL/MH/A du 29 septembre 2016 précisant les modalités de création, l'organisation et le fonctionnement des AUEI des AHA. Ces structures sont l'ONAHA, les Coopératives et les Associations des Usagers d'Eau d'Irrigation (AUEI)

Ainsi l'ONAHA a pour mission de :

- s'assurer que les usagers ou futurs usagers soient en mesure d'exploiter efficacement et durablement un aménagement hydro agricole fonctionnel ;
- s'assurer de la bonne gestion de l'eau, du bon entretien et de la bonne utilisation du patrimoine public par leurs usagers ;
- appuyer l'amélioration de la production agricole irriguée et la viabilité économique des AHA ;
- assurer la sécurisation foncière des aménagements hydro agricoles nouveaux ou existants, ainsi que celles des exploitants.

Quant aux coopératives d'aménagement, elles sont chargées de :

- respecter et faire respecter par ses membres ses statuts, son règlement intérieur, le Contrat ONAHA-exploitant et tous textes réglementaires qui seront pris incluant la gestion foncière des parcelles ;
- mettre en valeur toute la superficie irrigable de l'aménagement hydro agricole et adopter une intensité culturale correspondant à la disponibilité de la ressource en eau ;
- respecter les consignes techniques du personnel d'appui aux différentes étapes des campagnes de production ainsi qu'aux niveaux amont et aval de la production pour garantir des rendements optimaux et des produits de qualité ;
- recruter et gérer le personnel salarié (gérant, magasinier, gardien, etc.) avec l'appui technique de l'ONAHA pour s'assurer de leur capacité à contribuer à une gestion efficace des activités de la coopérative.

Les Associations des usagers d'eau d'irrigation (AUEI) sont chargées quant à elles de :

- assurer la gestion courante et garantir la fourniture d'eau de façon équitable à tous les détenteurs de parcelles irrigables sur le périmètre ;
- planifier et faire exécuter les travaux d'entretien et de maintenance des infrastructures hydrauliques et équipements ;
- provisionner les comptes de renouvellement des équipements de pompage le cas échéant ;
- collecter la redevance hydraulique et pourvoir à sa gestion.

En conclusion on peut noter que plusieurs structures interviennent dans le domaine de la gestion du foncier au niveau du périmètre. Ces structures jouent parfois les mêmes rôles et avec des bases

juridiques précises. Par exemple les structures du Code Rural, le service de conservation de la propriété foncière et des droits fonciers, ONAHA, toutes ces structures ont des compétences en matière de délivrance des actes de sécurisation foncière comme le stipulent l'ORDONNANCE N° 93-015 du 2 mars 1993 fixant les principes d'Orientation du Code Rural, la loi N° 2012-37 du 20 juin 2012 portant Code Général des Impôts (CGI), le Décret N°2015-354/PRN/MAG du 10 juillet 2015 modifiant et complétant le décret N°2015-218/PRN/MAG du 18 avril 2015, portant approbation des statuts de l'Office National des Aménagements Hydro-Agricoles(ONAHA).

L'absence de synergie d'actions entre ces institutions en charge de la question foncière au Niger, crée des conflits de compétences, et limitent fortement l'efficacité de ces institutions.

3.2.5 De la sécurisation foncière du périmètre irrigué

La loi N° 60-28 du 25 mai 1960 fixant les modalités de mise en valeur et de gestion des aménagements agricoles réalisés par la Puissance publique, stipule son article premier que « Les terres situées dans la République du Niger aménagées ou qui seraient aménagées par la Puissance publique, sont immatriculées au nom de la République du Niger, si la Puissance publique estime que cette procédure nécessaire ». Cette immatriculation vise particulièrement à les sécuriser pour d'une part prévenir les risques de d'appropriation privative de ces périmètres par des particuliers et d'autre part pour assurer une gestion rationnelle, durable et non conflictuelle de ces aménagements.

Le périmètre irrigué de Konni, comme la plupart des aménagements au Niger, n'a pas fait l'objet de sécurisation: il n'est pas immatriculé au nom de l'État et les irrigants ne possèdent pas des actes qui attestent de leurs droits fonciers.

Il serait alors important de le sécuriser dans le cadre de cette réhabilitation afin de préserver son intégrité et permettre ainsi une mise en valeur durable et non conflictuelle du périmètre.

En 2017, l'ONAHA en collaboration avec ses partenaires a élaboré un guide de sécurisation foncière sur les aménagements hydroagricoles. Le guide définit les étapes clés de l'immatriculation et de la sécurisation des droits des producteurs, notamment à travers l'inscription de leurs contrats.

Dans le cadre de ce travail, il sera retenu la procédure définie dans le guide qui comporte deux niveaux :

- D'abord l'immatriculation du périmètre au livre foncier national par le conservateur au nom de l'Etat, mais transféré de l'Etat à l'ONAHA en vertu de la convention de gérance (RJ3a) ;
- La contractualisation avec les exploitants du périmètre afin de sécuriser leur accès au périmètre. Les exploitants seront recensés selon leur situation foncière et un contrat d'exploitation sera signé pour une durée de 10 ans renouvelable. Le bénéficiaire du contrat a un droit d'usage, d'héritage et de mise en prêt (de 2 ans au maximum) de sa parcelle.

3.2.6 Evaluation sommaire des coûts d'indemnisation liés aux travaux

3.2.6.1 Evaluation des coûts liés à la réhabilitation des pistes d'accès aux barrages et aux canaux dégradés.

Pour la compensation des terres agricoles de 0,3 ha perdu dans l'ouverture de la déviation à Tounga Yaouba pour l'accès au barrage de Mozague, il sera envisagé conformément au CPRP, une compensation prioritairement par une terre agricole aménagée à l'intérieur du périmètre irrigué. Mais compte tenu de la superficie de la perte, et l'éloignement du village par rapport au périmètre, Il serait préférable d'envisager la compensation sous formes monétaire pour le paysan exproprié et une compensation collective pour le village consistant à réhabiliter également le tronçon de la piste dans le village ainsi que l'ouvrage de franchissement (même si le tronçon ne sera pas utilisé par les camions du chantier) .

Pour les pistes à réhabiliter le long du canal d'amenée et à l'intérieur du périmètre les compensations suivantes seront envisagées :

S'agissant des arbres fruitiers notamment les 73 manguiers qui seront détruites, et conformément au CPRP, la compensation tiendra compte du degré de maturité (mature ou jeune) de l'arbre. Comme indiqué, ci-haut sur les 73 manguiers, 10 sont jeunes.

Ainsi la compensation **pour les manguiers en maturité** sera de :

- Coût initial de remplacement : **2 000 FCFA**
- Coût d'entretien associé à un arbre de remplacement jusqu'à sa maturité qui est de 6 ans (préparation du sol y compris la fertilisation, main d'œuvre externe): **180 000 FCFA**
- Revenu annuel maximal par arbre : **100 000 FCFA x 6 : 600 000**
- La compensation serait de : $2\,000 + 180\,000 + 600\,000$: **782 000 FCFA par arbre**
- Montant total pour les arbres en maturité: $782\,000 \times 63$: **49 266 000 pour les 63 arbres en maturité**

En ce qui concerne les jeunes arbres (0 à 3 ans) la compensation serait de :

- Coût initial de remplacement : **2 000 FCFA**
- Coût d'entretien associé à un arbre de remplacement jusqu'à 3 ans (préparation du sol y compris la fertilisation, main d'œuvre externe): **90 000 FCFA**
- $2\,000 + 90\,000$: **92 000**
- Pour les 10 jeunes arbres : **92 000 x 10 : 920 000 FCFA**
- De plus, les propriétaires des arbres pourront récolter leurs produits de cueillette et couper les arbres s'ils le désirent afin de récupérer le bois qu'ils pourront conserver.

Pour les espèces forestières sauvages, les pertes des arbres seront compensées par des actions de reboisement des espèces perdues. Une attention particulière sera accordée pour les espaces en voie de disparition dans la zone. Dans tous les cas, les espèces à planter seront identifiées de commun accord avec les populations, et elles seront responsabilisées pour l'entretien et le suivi des jeunes plants. En outre, des actions de régénération naturelles assistées (RNA) seront encouragées en ce qui concerne ces espèces en voie de disparition.

Pour les pertes agricoles, il sera envisagé conformément au CPRP, une compensation prioritairement par une terre agricole aménagée à l'intérieur du périmètre irrigué. Mais au vu de superficies très petites qui seront perdues, Il serait préférable d'envisager la compensation sous formes d'appui à l'amélioration de la production agricole à travers des équipements agricoles, des intrants, de l'appui conseil aux producteurs...

Pour les pertes des haies vives, il serait envisagé des clôtures grillagées comme souhaité par les paysans pour une longueur de 2 000 mètres linéaires

3.2.6.2 Evaluation des coûts liés à la réhabilitation des drains/colatures

La compensation des personnes ayant occupés les limites des colatures dans les sections à la limite de la ville, l'ont fait avec la permission ou le consentement de la Commune de Konni. De ce fait s'il y a lieu de compensation elle le sera par les services communaux.

Notre estimation des cas recensés et des coûts approximatifs admis dans la zone est de :

Tableau 3 : estimation des indemnités à envisager au niveau des drains et colatures par les services Communaux

Type d'occupation	Quantité	Coût unitaire en FCFA	Montant en FCFA
Habitations en Paillottes	13	10 000	130 000
Hangars	2	95 000	190 000
Habitations en matériaux définitifs (l'action consistera à repousser les clôtures des habitations)	3	1 000 000	3 000 000
Boutiques en matériaux définitifs	3	500 000	1 500 000
Kiosques	100	1 000 000	100 000 000
Boutique de vente de Gaz	1	2 000 000	2 000 000
Latrines	2	50 000	100 000
Mosquées en matériaux définitifs	2	650 000	1 300 000
Mosquées Hangars	2	95 000	190 000
Garages	2	2 500 000	5 000 000
Parking	1	1 000 000	1 000 000
Total			114 410 000

3.2.6.3 Evaluation des coûts liés à la mise en place des Cofob et l'opérationnalisation des Commissions foncières (Cofodep, Cofocom, Cofob)

L'opérationnalisation des Cofob (commission Foncière) va permettre à ces dernières d'assurer leurs activités de sécurisation et de prévention des conflits. Il s'agira particulièrement pour ces Cofos de sécuriser les couloirs de passage et de aires de passage du département, assurer le contrôle de mise en valeur du périmètre, l'information et la sensibilisation des populations sur la nécessité d'une gestion rationnelle et durable des ressources naturelles. Les organisations des femmes et des jeunes seront mobilisées pour assurer une bonne représentation de ces acteurs au sein des Commissions Foncières.

Activités	Quantité	Coût unitaire	Montant total
Mise des Cofob et formation de base Cofob	843500	11	9 278 500
Renforcement des Capacités des Cofob	594160	20	11 883 200
Renforcement des Capacités des Cofocom	734500	2	1 469 000
Equiperment des Cofob	220250	18	3 964 500
Equiperment des Cofocom	659100	2	1 318 200
Equiperment des Cofodep	2727970	1	2 727 970
Total			30 641 370

3.2.6.4 Evaluation des coûts de la sécurisation foncière de l'Aménagement Hydro-agricole de Konni

L'évaluation est faite sur la base des orientations données par le guide de sécurisation des AHA. Ainsi, en supposant que le périmètre totalise une superficie de 3 000 ha, le coût de la sécurisation est le suivant :

3000 ha : le Coefficient de variabilité est 4,5. (= 3) à haute conflictualité (= 1,5).

Le coût est estimé à 101.125.750 FCFA.

4 PLAN D'ACTION SOCIALE

Le plan d'action social vise à favoriser une meilleure insertion du projet dans son milieu d'accueil. En effet l'intégration du projet passe par la mise en œuvre d'actions et d'activités en faveur des bénéficiaires leur permettant de tirer profit des aménagements réhabilités, de consolider les impacts positifs, d'améliorer les conditions de vie et la durabilité des aménagements.

Le présent plan d'action est élaboré pour dégager les grands axes d'intervention dans le domaine économique, social et culturel.

Objectifs spécifiques

L'objectif général du plan d'action se décline en plusieurs objectifs spécifiques visant à :

- Renforcer les capacités des services de santé, de l'éducation et de l'alphabétisation à travers la construction et les équipements des infrastructures de l'éducation et de la santé ;
- Promouvoir des activités génératrices des revenus pour palier aux manques des revenus notamment au niveau des femmes qui sont le plus souvent marginalisées et les jeunes qui sont dans leur majorité exposés au chômage, mettre un accent sur la promotion des activités culturelles et sportives ;
- Contribuer à créer les conditions susceptibles d'améliorer le niveau des connaissances des bénéficiaires à travers la formation professionnelle ;
- Améliorer l'accès à l'eau potable pour préserver les populations des maladies hydriques qui peuvent être liées à la consommation des eaux de retenues;
- Prohiber toutes formes d'exploitation des mineurs
- Assurer l'insertion durable du projet dans son milieu d'accueil

Chaque objectif spécifique constitue un axe d'intervention **du plan d'action**. Ces axes sont détaillés ci-après:

Axe d'intervention 1 : Renforcer les capacités des services de santé, de l'éducation et de l'alphabétisation à travers la construction et les équipements des infrastructures de l'éducation et de la santé ;

Cet axe d'intervention a pour objectif de doter les villages de la zone du projet des formations sanitaires (santé humaine et animale), leur ravitaillement en produits nécessaires des soins ; des écoles et leur équipement en matériels suffisants pour augmenter la capacité de recrutement des enfants qui ont l'âge d'aller à l'école ; la création et l'équipement des centres d'alphabétisation pour lutter contre l'analphabétisme des adultes.

Activité 1.1 Renforcer les infrastructures de santé en construisant un centre de soin intégré de meilleure capacité et équipements que la case de santé actuelle. Ce centre doit être composé : d'un centre des soins, 1 maternité, et 1 PMI (centre de protection maternelle et infantile) et son équipement complet en matériels et en produits pharmaceutiques;

Activité 1.2 Former le personnel local de santé aux premiers secours des cas résultant de Conflits Hommes / Faune (CHF)

Activité 1.3: Elaborer et mettre en œuvre des programmes de sensibilisation pour la promotion du droit d'accès à l'éducation et aux soins et l'incitation des parents pour la scolarisation des enfants (Séminaire, affichage, médiatisation,)

Activité 1.4 Garantir la santé animale et l'hygiène des produits pastoraux en construisant des cellules d'intervention de base (CIB) et la promotion de la commercialisation du lait et des sous produits laitiers ;

Activité 1.5. Garantir une éducation à tous les enfants qui ont l'âge d'aller à l'école en construisant et en équipant les classes pour une école de chacun des 10 principaux villages concernés par le projet, et en mettant en place d'un point d'eau potable et de 2 latrines séparées pour les filles et les garçons (pour inciter les filles à aller et à rester à l'école);

Activité 1.6 Garantir la formation des adultes en créant et équipant des centres de l'alphabétisation des adultes dans les villages.

Axe d'intervention 2 : Promouvoir des activités génératrices des revenus pour pallier aux manques des revenus notamment au niveau des femmes qui sont le plus souvent marginalisées et les jeunes qui sont dans leur majorité exposés au chômage;

Activité 2.1 Soutenir et appuyer les petites activités génératrices des revenus des femmes ; notamment les activités de restaurations, le petit commerce y compris le commerce des produits de l'aménagement brut et/ou transformés, le petit élevage, l'embouche et les activités de transformation des produits agricoles. Appuyer les jeunes à produire en créant les conditions d'accès aux terres aménagées et soutenir leurs initiatives de transformation, d'écoulement ou de valorisation des produits agricoles ou toutes autres activités génératrices des revenus qui seront identifiées au niveau des villages de la zone du projet ;

Activité 2.2 Alléger les travaux des femmes pour qu'elles s'occupent de leurs enfants en les appuyant avec des moulins à grains, des machines de transformation des produits agricoles pour l'extraction d'huile d'arachide et d'autres produits. Un programme de campagne de sensibilisations permanentes et continues des hommes pour qu'ils comprennent la nécessité de laisser les femmes exercer les activités génératrices des revenus n'est pas un péché. Un programme soutenu de sensibilisation des femmes pour qu'elles affichent une réelle volonté de leur émergence dans toutes les activités de développement tout en respectant leurs liens de mariage c'est-à-dire respecter son rôle de l'épouse, mère, sœur, éducatrice...

Activité 2.3 Réaliser une étude du gisement d'emplois dans le cadre de l'exploitation du projet

Axe d'intervention 3 : Contribuer à créer les conditions susceptibles d'améliorer le niveau des connaissances des bénéficiaires à travers la formation professionnelle

Activités 3.1 avoir un programme des formations en hygiène notamment la question de traitement des déchets solides et de traitement des eaux usées pour pallier aux risques des pollutions des eaux des retenues ;

Activités 3.2 Organisation d'une journée de sensibilisation et d'une formation appliquée à la réalisation et à l'entretien de latrines sèches et la fourniture de 30 latrines sèches modèles :

Activité 3.3 Organiser des foires pour faire la promotion des produits Agricoles, d'élevages et certains objets d'art fabriqués dans la zone du projet ;

Activité 3.4 Initier et mettre en œuvre un programme pilote de suivi des nuisibles et de lutte intégrée afin de réduire l'utilisation des pesticides et autres produits phytosanitaires.

Activité 3.5 Elaboration, préparation et réalisation de formations professionnalisantes aux emplois proposés tout en respectant la réglementation en vigueur :

- formations à l'agroforesterie et à la production d'engrais biologiques
- formations à la maçonnerie
- formations au façonnage/tournage du bois
- formations à la cuisine
- formation de renforcement à la saisie informatique et aux tâches de secrétariat

Axe d'intervention 4 : Améliorer l'accès à l'eau potable pour préserver les populations des maladies hydriques qui peuvent être liées à la consommation des eaux de retenues

Activité 4.1 Garantir à la population une eau saine de consommation à travers la mise en place de réseaux d'eau potable en dotant les villages des mini adductions d'eau potable et/ou puits cimentés.

Activité 4.2 Organiser une campagne de sensibilisation des populations avoisinantes aux risques accrus liés aux pollutions en période sèche et à la limitation du gaspillage d'eau.

Axe d'intervention 5 : Réduire le recours à la main d'œuvre infantile même dans le cadre familial :

L'une des conséquences de la pauvreté et de la faible monétarisation des exploitations familiales est le recours « presque admis et traditionnel » à la main d'œuvre infantile dans le cadre des travaux champêtres saisonniers.

Cependant sur les exploitations irriguées et avec des spéculations rémunératrices (oignon, anis, maraîchages, etc...) il n'est pas admis que les exploitants des parcelles font recours à la main d'œuvre infantile ou scolarisée avec des formes évidentes d'exploitation. Afin de réduire ces comportements il faudra mettre en œuvre des actions de sensibilisation ciblées telles que:

Activité 5.1 Organiser et animer des émissions radiophoniques sous forme de débats sur le phénomène de la mauvaise fréquentation scolaire

Activité 5.2 Organiser des séminaires et faire des déclarations sur le travail des enfants afin d'informer la population sur les comportements des parents qui empêchent les enfants d'aller à l'école en les employant sur leurs parcelles.

Activité 5.3 Organiser des sessions de formation et d'éducation sur le thème à l'intention des autorités coutumières (**chefs de canton et de villages**), des leaders d'opinion, des autorités administratives (**Préfet et leurs collaborateurs**) et municipales (**Maire et leurs collaborateurs**) et des producteurs comme préconiser par les associations de droit de l'homme rencontrées sur site

Axe d'intervention 6 : Assurer l'insertion durable du projet dans le milieu

Le projet se développe à la périphérie d'un environnement urbain avec un risque important d'empiétement sur le périmètre d'où la nécessité de mettre en œuvre des activités pouvant limiter ce risque et garantir la durabilité du projet.

Activité 6.1 Assister la commune de Konni pour une meilleure gestion de l'extension urbaine et un meilleur respect des documents d'urbanisme, à travers l'aide à la révision du plan de développement urbain (PAU)

Activité 6.2 Mettre en place un système de gestion des déchets incluant le choix et l'aménagement d'un site de traitement et de décharge contrôlée ainsi que l'aide à la commune pour améliorer le niveau d'équipement de collecte et de transfert des ordures ménagères afin d'éliminer tous les points de décharges sauvages envahissants le PI.